



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-162

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2012 DECISION MODIFICATIVE 3

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Mes chers collègues,

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°3 de la VILLE qui se présente ainsi :

EN RECETTES

Section investissement.....	197 105,12
Section fonctionnement.....	172 921,46

EN DEPENSES

Section investissement.....	197 105,12
Section fonctionnement.....	172 921,46

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement				
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés		Ch. 13	Subvention investissement	144 226,00
Ch. 18			Ch. 15	Provisions pour risques et charges	
Ch. 20	Immobilisations Incorporelles	94 700,00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
ch. 204	Subventions équipements		Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations corporelles	102 707,12	Ch. 23	Immobilisations En cours	
Ch. 23	Immobilisations En cours	47 698,00	Ch. 26	Participations créances	
Ch. 26	Participations créances		Ch. 27	Autres imm. financières	
Ch. 27	Autres immobilis. Financières		Ch. 4582	Compte de tiers	
Ch. 4581	Travaux pour compte de tiers		Ch. 024	Produits des cessions	18 300,00
Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre		Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	
op.11001-PNRQUAD		-48 000,00	11011	OPER. STADE BIASCAMANO	
OO1	Report à nouveau		021	Vir. de section d'exploitation	34 579,12
	TOTAL	197 105,12		TOTAL	197 105,12

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	506 019.06	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel et frais	-1 949.39	Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 014	Atténuation de produits		Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	20 380.24	Ch. 73	Impôts et taxes	145 205.00
Ch. 66	Charges financières	600.00	Ch. 74	Subvention d'exploitation	21 327.07
Ch. 67	Charges exceptionnelles	140 396.60	Ch. 75	Autres produits gestion courantes	
Ch.022	Dépenses imprévues	-527 104.17	Ch. 77	Produits exceptionnels	6 389.39
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 79	Transferts de charges	
O23	Virement section inves.	34 579.12	Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
			OO2	Report à nouveau	
	TOTAL	172 921.46		TOTAL	172 921.46

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la décision modificative n°3 de la VILLE.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE
POUR : 26 – CONTRE : 8 – ABSTENTION : 2
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-163

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2012 ADMISSION EN NON VALEUR

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Monsieur le Trésorier municipal a adressé aux services financiers de la Ville, l'état des créances irrécouvrables sur le Budget de la VILLE et sollicite leur admission en « non-valeurs »

Ces créances s'élèvent à un montant total de **40 284.33 €**

ANNEE	MONTANT
1991	51,86
1995	39,64
1996	44,46
2003	164,00
2004	413,35
2006	194,41
2007	3 253,47
2008	9 590,34
2009	5 402,09
2010	16 621,66
2011	4 329,69
2012	179,36
TOTAL	40 284,33

le Comptable ayant justifié, conformément aux causes et observations mentionnées dans ledit état des poursuites, qu'il a exercé ces poursuites sans résultat, par suite de décès, absence, disparition, faillite, insolvabilité ou indigence des débiteurs.

En vous précisant que l'admission en non-valeur prononcée par le Conseil Municipal ne retire pas à la Commune ses droits contre ses débiteurs et ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles poursuites ultérieures à l'encontre du redevable, s'il revient à meilleure fortune,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADMET en non-valeur la somme indiquée précédemment,

IMPUTE cette somme au compte 654-020 FINAN

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-164

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

FINANCES

Objet : BUDGET CREMATORIUM ET POMPES FUNEBRES 2012 ADMISSION EN NON VALEUR

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Eliane MICHEL-ALBANO Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Monsieur le Trésorier municipal a adressé aux services financiers de la Ville, l'état des créances irrécouvrables sur le Budget CREMATORIUM et sur le Budget POMPES FUNEBRES et sollicite leurs admissions en « non-valeurs »

Pour le Budget CREMATORIUM ces créances s'élèvent à un montant total de **16 857,15 €**

ANNEE	MONTANT
2005	3 242,72
2006	1 412,94
2007	646,25
2008	3 331,48
2009	2 814,76
2010	5 409,00
TOTAL	16 857,15

Pour le Budget POMPES FUNEBRES ces créances s'élèvent à un montant total de **15 902,74 €**

ANNEE	MONTANT
2001	1 639,29
2005	694,57
2006	1 753,07
2007	172,07
2008	7 399,15
2009	308,28
2010	3 511,69
2011	424,62
TOTAL	15 902,74

le Comptable ayant justifié, conformément aux causes et observations mentionnées dans ledit état des poursuites, qu'il a exercé ces poursuites sans résultat, par suite de décès, absence, disparition, faillite, insolvabilité ou indigence des débiteurs.

En vous précisant que l'admission en non-valeur prononcée par le Conseil Municipal ne retire pas à la Commune ses droits contre ses débiteurs et ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles poursuites ultérieures à l'encontre du redevable, s'il revient à meilleure fortune,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADMET en non-valeur la somme indiquée précédemment,

IMPUTE cette somme au compte 654-020 FINAN

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-165

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

FINANCES

Objet : AMENAGEMENT D'UN PARKING PUBLIC SUR LE TERRE-PLEIN NORD DU
BASSIN DU MIDI - SUBVENTION PORT SUD DE FRANCE

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Port Sud de France a décidé de réaliser des travaux de sécurisation du Bassin du Midi et d'aménagement du terre-plein Nord afin d'offrir des appontements pour 111 navires de plaisance.

De son côté, la commune de Sète souhaitant pouvoir augmenter son offre de stationnement public en déficit, au vu notamment de la proximité de la gare SNCF, a sollicité de la Région Languedoc-Roussillon qu'une partie des terrains portuaires soit consacrée à la création d'un parking public de 370 places environ.

L'exploitant du port a été désigné en qualité de maître d'ouvrage des travaux de sécurisation du Bassin du Midi et d'aménagement du terre-plein Nord, y compris de la zone de stationnement public.

Dans la perspective de la réalisation de ces travaux, la Commune accepte de verser une subvention d'équipement à Port Sud de France, fixée forfaitairement à 100 000,00 euros TTC. Cette

participation n'est susceptible d'aucune évolution et sera versée dès la réception sans réserve des ouvrages réalisés.

Dans le cadre de l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée par ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004, Port sud de France envisage de désigner la Commune de Sète, maître d'ouvrage des travaux d'aménagement des espaces verts, (hors fourniture et mise en œuvre de terre végétale, qui y sont créés) et de la signalisation horizontale (Évalués à 50 000,00 € environ)

La présente convention est conclue jusqu'à la complète exécution du ou des marchés de travaux et levée de toutes les réserves

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

La convention à passer avec Port Sud de France pour la réalisation de travaux de sécurisation du Bassin du Midi et d'aménagement du terre-plein Nord

AUTORISE

Le Maire de Sète ou son représentant, à signer la convention ainsi que tous les documents s'y référant.

DECIDE

Que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet sur l'imputation suivante :

Nature : 20412	Fonction : 822	Service : AMURB
458105	Fonction : 823	Service JARDPAY

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-166

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L HABITAT DE SETE - OPERATION LE TIVOLI - DIVERS
EMPRUNTS A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET
CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 25 %

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Vu, l'opération " LE TIVOLI " : acquisition amélioration de 9 logements collectifs, situés 30 rue Pierre Semard à Sète,

Vu, l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 10 juillet 2012 pour financer cette opération par un prêt PLUS CONSTRUCTION et Plus FONCIER ainsi qu'un prêt PLAI CONSTRUCTION et PLAI FONCIER d'un montant total de 441 883 €,

Vu, la lettre du 19 juillet 2012 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la ville de Sète pour les 4 prêts précités,

Vu, les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu, l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 20,404 % des recettes réelles de la sections de fonctionnement.

Considérant que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage.

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – BP 20149 – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération " LE TIVOLI ".

La destination de ces 4 prêts figure en annexe

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCORDE La garantie de la Ville à hauteur de 25 % pour le remboursement des 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète pour financer l'opération "construction de 9 logements collectifs » « LE TIVOLI» selon les conditions précitées,

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 36 – NE PARTICIPE PAS AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG

ANNEXE

Prêt PLUS (*Prêt Locatif à Usage Social*) FONCIER de 100 354 €
Financement "acquisition amélioration de 6 logements collectifs "
Montant de la garantie : 25 088,50 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION de 217 054 €
Financement "construction de 6 logements collectifs "
Montant de la garantie : 54 263,50 €

Prêt PLAI (*Prêt Locatif Aidé d'Intégration*) FONCIER de 40 402 €
Financement "construction de 3 logements collectifs "
Montant de la garantie : 10 100,50 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION de 84 073 €
Financement "construction de 3 logements collectifs "
Montant de la garantie : 21 018,25 €

Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Prêt PLUS FONCIER

- Montant du prêt garanti : 25 088,50 €
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb (point de base)
- Taux annuel de progressivité : 0 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLUS CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 54 263,50 €
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 % .

Prêt PLAI FONCIER

- Montant du prêt garanti : 10 100,50 €
- Durée de la période d'amortissement : 50 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb

- Taux annuel de progressivité : 0.00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 21 018,25 €
- Durée de la période d'amortissement : 40 ans
- Durée de différé d'amortissement : aucun
- Échéance : annuelle
- Index : livret A
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
- Taux annuel de progressivité : 0.00 %
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 4 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 2,25 % au 10/07/2012. Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée :

- pour la durée totale des prêts PLUS FONCIER et PLAI FONCIER soit une période d'amortissement de 50 ans
- pour la durée totale des prêts PLUS CONSTRUCTION et PLAI CONSTRUCTION soit une période d'amortissement de 40 ans

et porte sur 25 % de l'ensemble des sommes contractuellement dues au titre de ces 4 prêts par l'OPH de Sète, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élu délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-167

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT - OPERATION LE TIVOLI - EXONERATION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT - CONVENTION D' OBJECTIFS A PASSER ENTRE LA VILLE DE SETE, THAU AGGLO ET L' OPH

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

L'évolution du nombre de logements sociaux sur le territoire de la commune de Sète démontre une politique communale traduisant un effort constant de production de logements sociaux, dans le respect des objectifs nationaux et communautaires en la matière.

Dans le cadre de son Programme Local de l'Habitat, Thau agglo apporte son soutien aux bailleurs sociaux pour la production de logements locatifs sociaux neufs, par vente en l'Etat Futur d'Achèvement ainsi que pour les opérations d'acquisition-amélioration.

Par la convention annexée à la présente délibération, à conclure entre la ville de SETE, Thau Agglo, et l'Office Public de l'Habitat (OPH) de SETE, la ville de SETE et Thau Agglo s'engagent à apporter leurs concours financiers à l'OPH de Sète pour l'acquisition-amélioration de neufs logements locatifs sociaux, sise 30 rue Pierre Sémard, à Sète.

Par cette convention, la ville de SETE s'engage à permettre la réalisation sur le territoire des neufs logements locatifs sociaux indispensables à la réussite du parcours résidentiel de ses habitants. De plus elle prévoit son concours financier qui consiste à exonérer l'opération de la taxe d'aménagement et à offrir une garantie d'emprunt à hauteur de 25%.

La subvention de THAU AGGLO repose sur un montant forfaitaire de 6 000 € par logement conventionné PLUS et 8000 € par logement conventionné PLAI, l'aide financière de Thau agglo s'élève à 60 000 €.

L'OPH de Sète s'engage à :

- associer la ville de Sète et Thau agglo, de la définition du programme à la livraison des logements.
- réaliser à son terme les objectifs suivants :
 - Un logement de type 2, quatre logements de type 3 et un logement de type 4 seront financés par un prêt PLUS (Prêt Locatif à Usage Social).
 - Trois logements de type 4 par un prêt PLAI (Prêt Locatif Aidé d'Intégration).
- faire figurer la ville de Sète et Thau agglo comme partenaire de l'opération dans les divers supports d'information ou de communication.
- faciliter tout contrôle sur pièces et / ou sur place que la Ville de Sète et Thau agglo jugeraient utile dans le cadre de l'exécution de la présente convention

La convention prendra fin au versement du solde de la subvention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE l'exonération de la taxe d'aménagement

APPROUVE le projet de convention d'objectifs pour l'acquisition-amélioration de neufs logements locatifs sociaux, sise 30 rue Pierre Sépard à Sète, à conclure entre la ville de SETE et l'Office Public de l'Habitat (OPH) de SETE, et Thau Agglo annexée à la présente délibération,

AUTORISE le Maire, ou son représentant, à signer la convention et les documents afférents,

DONNE POUVOIR au Maire, ou son représentant, pour la mise en œuvre des dispositions relatives à la dite convention.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS :

POUR : 36 – NE PARTICIPE PAS AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-168

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

FINANCES

Objet : CESSION DES BIENS CADASTRES AO 781 ET AO 782 A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT- REALISATION DE LOGEMENTS SOCIAUX RUE REVOLUTION

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La ville de Sète a inscrit dans la convention pluriannuelle du Programme de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés, adoptée en Conseil Municipal du 13 décembre 2010 (D-2010-280), la reconversion des anciens locaux de l'école Marceau située 7 rue Révolution et de l'immeuble contigu sis 9 rue Révolution, en douze logements locatifs sociaux et un local associatif en rez-de-chaussée.

Le programme de l'opération répond à la demande de la ville de voir réaliser par l'Office Public de l'Habitat et mettre en permanence à la disposition de la Ville de Sète, un local associatif (gratuitement sur une période de 30 ans, et ensuite en contrepartie d'un loyer) et d'aménager des places de stationnement.

L'étude préalable réalisée par l'Office Public de l'Habitat de Sète définit un programme comportant après démolition de l'immeuble d'angle de la rue Révolution et rue Fraternité :

- La construction neuve d'un bâtiment R+1 et R+3 partiel de 7 logements neufs répondant aux normes BBC, avec en rez-de-chaussée un local associatif et 8 places de stationnement.
- La restructuration et la réhabilitation de l'ancienne école en 5 logements sociaux sur rez-de-chaussée et 2 étages ainsi que l'aménagement de jardins pour les logements en rez-de-chaussée.

Le montant estimatif des travaux est de 1 038 000 € HT.

L'opération nécessite la vente des biens des parcelles AO 781 et AO 782 appartenant à la ville sur la base de l'estimation des domaines.

L'estimation de la valeur vénale par les services des domaines est de :

100 000 € pour la parcelle AO 781

255 240 € pour la parcelle AO 782

Soit un total de 355 240 €

La charge foncière d'équilibre pour cette opération qui est située en zone 3, où les loyers appliqués sont les plus bas, est très inférieure à l'estimation des domaines.

Aussi pour l'équilibre financière de l'opération, l'Office Public de l'Habitat participe par l'injection de fonds propres et demande une participation de la ville de 293 000 €.

L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine est également appelée sur cette opération pour une participation financière à la réalisation du local associatif à hauteur de 66 000 €.

Afin que l'OPH de Sète puisse effectuer les études de faisabilité et les demandes de financements complémentaires auprès de l'Etat et de la Caisse des Dépôts et Consignations, un contrat de réservation du foncier doit être passé entre l'office Public de l'Habitat et la commune de Sète.

Aussi, il est proposé de conclure avec l'OPH un compromis de vente aux conditions suspensives d'obtention des financements complémentaires et du permis de construire purgé de tout recours.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

La cession des parcelles AO 781 et AO 782 à l'Office Public de l'Habitat de Sète pour un montant de 355 000,00 €

Le versement d'une subvention d'équilibre à l'Office Public de l'Habitat, d'un montant de 293 000,00 € pour la réalisation de l'opération.

AUTORISE

Monsieur le Maire de Sète à conclure avec l'Office Public de l'Habitat de Sète, un compromis de vente, annexé à la présente délibération, aux conditions suspensives d'obtention des financements complémentaires et du permis de construire purgé de tout recours.

Monsieur le Maire de Sète à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de l'opération.

Le trésorier municipal à faire recette sur le budget de la Ville
Nature : 775 Fonction : 820 Service : URBA

DE DECIDE

Que la dépense de subvention exceptionnelle sera prélevée sur les crédits prévus au budget de la ville
Nature : 6748 Fonction : 820 Service URBA
Opération : PRQAD 11001

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 36 – NE PARTICIPE PAS AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-169

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

FINANCES

Objet : TAXES LOCALES SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE -
COEFFICIENTS MULTIPLICATEURS 2013

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Lors de notre séance du 27 septembre 2011, je vous proposais de fixer à 8 le coefficient initial de la taxe sur la consommation finale d'électricité sur le territoire de la Commune de Sète qui a remplacé la taxe locale d'électricité. Le coefficient est soumis à une actualisation annuelle qui l'a porté à 8,12 pour l'année 2012.

Ainsi, l'actualisation de ce coefficient pour l'année 2012, le portait à 8,12.

Pour l'année 2013, il convient que nous délibérions avant le 1^{er} octobre 2012.

C'est pourquoi je vous propose, dans le respect de l'arrêté ministériel du 03 aout 2012 actualisant pour 2013, les coefficients multiplicateurs de taxes locales sur la consommation finales d'électricité, de porter ce coefficient à 8,28 sur notre commune pour les consommations d'électricité facturées à compter du 1^{er} janvier 2013.

Le syndicat mixte d'Energies du Département de l'Hérault délibèrera dans ce sens, dans sa séance du Comité Syndical de la fin du mois de septembre.

Vu l'article 23 de la loi n° 2010- 1488 du 07 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité.

Vu les articles L. 2333-2 à L. 2333-5 du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Circulaire de la Direction Générale des Collectivités Locales n° COT/B/11/15127/C, du 4 juillet 2011 et relative aux taxes communales et départementales sur la consommation finale électricité.

Vu l'arrêté ministériel du 03 aout 2012 actualisant pour 2013 les limites supérieures des coefficients multiplicateur des taxes locales sur la consommation finale d'électricité

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

FIXE à 8,28 le coefficient multiplicateur de taxes locales sur la consommation finale d'électricité sur notre commune pour 2013

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette décision

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-170

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

FINANCES

Objet : CONTRAT DEPARTEMENTAL DE PROJET 2004-2012 PASSE AVEC LE CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT ET THAU AGGLO - PROGRAMMATION 2012

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

L'accord cadre du contrat départemental de projet 2004-2011 signé entre les cocontractants que sont le Conseil Général de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau (Thau Agglo) ainsi que la Ville de Sète définit les objectifs à atteindre issus du diagnostic partagé.

Ce dernier est reconduit pour un an et pour toute la durée de l'exercice 2012.

Il prévoit la mise en œuvre d'une programmation des actions éligibles et retenues pour l'année 2012.

Au titre de cette programmation figurent :

- Les opérations **retenues pour le Conseil Général de l'Hérault** sous maîtrise d'ouvrage de Thau Agglomération pour un montant total de 8 626 251€ HT relatif à l'exercice 2012 correspondant

à ses compétences pour lesquelles le Département de l'Hérault apporte 940 651,00 € HT soit **41,04 %** du montant total qu'il se propose de verser au titre de la programmation 2012.

Les opérations **retenues par le Conseil Général de l'Hérault** sous maîtrise d'ouvrage

Du Conseil Général de l'Hérault pour le futur centre de secours dont la programmation 2012 s'élève à 2 297 459,00 € HT et pour lequel le département comptabilise 500 000,00 € HT de « subvention » au titre du contrat départemental de projet, soit **20,8 %** du montant total qu'il se propose de verser au titre de la programmation 2012.

De la Commune de Balaruc le vieux : 629 900,00 € HT de travaux programmés sur 2012 et 124 679,00 € HT de subvention du Conseil Général de l'Hérault soit **5,44 %** du montant total qu'il se propose de verser au titre de la programmation 2012.

De la Commune de Gigean : 60 550,00 € HT de travaux programmés sur 2012 et 13 841,00 € HT de subvention du Conseil Général de l'Hérault soit **0,63 %** du montant total qu'il se propose de verser au titre de la programmation 2012.

De la Commune de Frontignan : 856 000,00 € HT de travaux programmés sur 2012 et 151 130,00 € HT de subvention du Conseil Général de l'Hérault soit **6,59 %** du montant total qu'il se propose de verser au titre de la programmation 2012.

De la Commune de Mireval : 608 000,00 € HT de travaux programmés sur 2012 et 152 617,00 € de subvention du Conseil Général de l'Hérault soit **6,60 %** du montant total qu'il se propose de verser au titre de la programmation 2012.

De la Commune de Sète : 1 564 142,00 € HT de travaux programmés sur 2012 et 228 768,00 € de subvention du Conseil Général de l'Hérault soit **9,98 %** du montant total qu'il se propose de verser au titre de la programmation 2012.

De la Commune de Vic la Gardiole : 427 315,00 € HT de travaux programmés sur 2012 et 85 000,00 € de subvention du Conseil Général de l'Hérault soit **3,71 %** du montant total qu'il se propose de verser au titre de la programmation 2012.

De la Commune de Marseillan : 1 552 968,00 € HT de travaux programmés sur 2012 et 200 102,00 € de subvention du Conseil Général de l'Hérault soit **8,73 %** du montant total qu'il se propose de verser au titre de la programmation 2012.

Ont été retenues par Le Conseil Général de L'Hérault, pour la commune de Sète, les opérations
Réhabilitation du Stade Biscamano T2

Dans le cadre de cette opération, le montant des travaux s'élève pour l'année 2012, à 292 642,00 € HT. Le Conseil Général de L'Hérault participe à hauteur de 13 %, pour un montant de 38 043,00 € HT.

Réhabilitation des Halles Centrales - Le bâtiment TC 1 (études et travaux)

Dans le cadre de cette opération, le montant des travaux s'élève pour l'année 2012, à 1 250 000,00 € HT. Le Conseil Général de L'Hérault participe à hauteur de 15 %, pour un montant de 187 500,00 € HT.

Schéma déplacements doux

Dans le cadre de cette opération, le montant des travaux s'élève pour l'année 2012, à 21 500 € HT. Le Conseil Général de L'Hérault participe à hauteur de 15 %, pour un montant de 3 225,00 € HT.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte les termes du contrat départemental de projet 2004-2012 du territoire du Bassin de Thau et la programmation des actions 2012, ci-joints en annexe,

Autorise le Maire ou son représentant à le signer ainsi que tous documents s'y rapportant

Autorise Le trésorier à faire recette sous l'imputation suivante :
Nature 1323 Fonction : 91 service :BATMAIN
AP/CP n°09009

Nature : 1323 Fonction : 411 Service : SPORT
Nature : 7473 fonction : 821 Service : DDD

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-171

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

URBANISME

Objet : PLAN LOCAL DE L'HABITAT 2012 - 2017 - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL
CONCERNANT LE PROJET DE PROGRAMME D'ACTIONS

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Le Conseil Communautaire de Thau Agglo a initié la démarche d'élaboration du Plan Local de l'Habitat (PLH) en avril 2004.

Le projet de PLH a été approuvé par le Conseil Communautaire du 6 février 2008.

Le Conseil Municipal de la commune de SETE a émis un avis favorable sur ce projet par délibération du 22 juillet 2008 (n° D-20008-0188).

Suite aux avis formulés par les communes, le Conseil Communautaire a approuvé le plan d'actions du PLH modifié, par délibération du 25 mars 2009.

L'avis du Préfet, daté du 25 mai 2009 demandant des précisions en termes de territorialisation des programmes de logements, a conduit Thau Agglo à opérer une mise en concordance du plan d'actions et des remarques de l'Etat.

Le Conseil Communautaire a approuvé, par délibération du 27 juin 2012, le projet de programme d'actions du PLH modifié et finalisé, et l'a transmis le 10 juillet 2012 à la commune de SETE pour avis.

Ce programme d'actions du PLH est annexé à la délibération ainsi qu'une note de présentation synthétique des objectifs pour la commune de Sète.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE

le projet de programme d'actions du Plan Local de l'habitat 2012-2017, annexé à la présente délibération, fixant un objectif de production de 486 logements sociaux, sous la condition de la prise en compte des réserves suivantes :

- l'instauration de 25% minimum de logements sociaux ne peut concerner que les zones d'aménagement ou projet d'ensemble. La Ville compte en effet maintenir le taux de 20% de logements sociaux à tout programme immobilier privé de plus de cinq logements.
- L'instauration de 20% minimum de logements en accession sociale (PSLA) ne peut concerner que des programmes immobiliers maîtrisés dans le cadre d'opérations d'aménagement public.

AUTORISE

le Maire, ou son représentant, à signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG

ANNEXE

NOTE DE PRESENTATION DU PROGRAMME D'ACTIONS DU PLH DE THAU AGGLO

Ce projet de programme d'actions, annexé à la présente délibération, se décline en six orientations comportant les objectifs suivants :

- Orientation 1 – Produire une offre de logements quantitativement adaptée aux objectifs de développement du territoire, et réaffirmer la priorité au logement social,
- Orientation 2 – Développer et rééquilibrer l'offre en logements locatifs sociaux familiaux,
- Orientation 3 – Développer l'accession abordable,
- Orientation 4 – Répondre aux besoins en matière de logement et d'hébergement adapté,
- Orientation 5 – Requalifier le parc privé existant et lutter contre l'insalubrité,
- Orientation 6 – Animer et piloter la politique locale de l'habitat.

Ce projet marque une volonté de rattrapage des réalisations de logements locatifs sociaux et de rééquilibrage de la production au sein des huit communes de l'agglomération.

Pour la commune de SETE qui présente une part de logements sociaux de 18,01%, soit 4017 logements sociaux au 1^{er} janvier 2011, l'objectif de production a été ramené à 486 logements sociaux sur les six années du PLH compte tenu des logements produits en 2011.

Cette production reposera principalement sur :

- la réhabilitation de logements privés anciens qui seront conventionnés dans le cadre des opérations « Programme de Réhabilitation des Quartiers Anciens Dégradés » (PRQAD) et « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain » (OPAH RU).
- Des programmes de logements sociaux réalisés par des bailleurs sociaux dans les opérations d'aménagement maîtrisées par la Ville, telles que celles du quartier des Salins et de la Zone d'Aménagement concerté de l'Entrée Est secteur sud.
- Les opérations privées dans lesquelles il est fait obligation de réaliser 20% de logements sociaux, gérés par bailleur social.

Le PLH prévoit également la production de logements en accession abordable et la réalisation d'une aire d'accueil des gens du voyage de 36 emplacements.

Les outils et moyens spécifiques prévus par le PLH pourront être mobilisés pour cette production.

A l'échéance de ce Plan d'Action de l'Habitat en 2017, la Ville de SETE devrait atteindre un taux de logements sociaux très proche des 20% qui lui sont imposés par la loi SRU.

Par conséquent, la commune de Sète intégrera les objectifs du PLH dans les politiques qu'il lui appartient de conduire sur son territoire, et approuve les dispositions contenues dans le programme d'actions sous condition des réserves suivantes :

- l'instauration de 25% minimum de logements sociaux ne pourra concerner que les zones d'aménagement ou projet d'ensemble. La Ville compte en effet maintenir le taux de 20% de logements sociaux à tout programme immobilier privé de plus de cinq logements.
- L'instauration de 20% minimum de logements en accession sociale (PSLA) ne peut être généralisée pour une raison de cohérence vis-à-vis de la réalité du marché, et ne pourra concerner que des programmes immobiliers maîtrisés dans le cadre d'opérations d'aménagement public (type ZAC).



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-172

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

URBANISME

Objet : ETUDE D'ELABORATION DU PLAN DE REFERENCE DE L'EST DE LA ZONE DU
POLE D'ECHANGE MUTIMODAL A L'EST DU TERRITOIRE COMMUNAL DE SETE
- DEMANDE SUBVENTION A LA REGION

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans la perspective de maîtriser le développement de la zone du Pôle d'Echange Multimodal située à l'est de son territoire, la commune de SETE engage une démarche de planification urbaine et de déclinaison opérationnelle sur le périmètre de cette zone d'une superficie de 98 hectares environ. Cette démarche est conduite en lien avec la Région Languedoc Roussillon et d'autres acteurs de la planification locale. Un comité de pilotage a également été constitué.

Une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage est confiée à Languedoc Roussillon Aménagement pour la conduite des études de planification urbaine et de sa déclinaison opérationnelle.

Des études sont à confier à des bureaux d'études compétents dans les domaines de l'urbanisme, l'architecture et le paysagisme.

Ces études consistent à l'élaboration d'un plan de référence et à la programmation quantitative et étude de faisabilité sur des ilots types.

Le Cout total de cette étude d'un montant de 69 550,00 € HT dont la décomposition figure en annexe, résulte d'une consultation de bureau d'études.

Les crédits de financement correspondants sont prévus au budget de la Ville :
En nature : 2031 Fonction : 820 Service : URBA

La présente délibération a pour objet d'obtenir l'accord du Conseil Municipal sur une demande de subvention à la Région Languedoc Roussillon correspondant à 50% du montant HT de l'étude comme indiqué dans le tableau de financement visé en annexe.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

SOLLICITE de la Région Languedoc Roussillon l'attribution d'une subvention d'un montant de 34 775,00 €, au titre de sa participation à l'étude de plan de référence et de programmation quantitative et faisabilité sur des ilots types sur le périmètre de la zone du Pôle d'Echange Multimodal situé à l'est de la commune de SETE .

AUTORISE le Maire, ou son représentant, à signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

APPROUVE Le plan de financement susmentionné

AUTORISE Le trésorier Municipal de faire recette le moment venu

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 27 – ABSTENTION : 9 – NE PARTICIPE PAS AU VOTE : 1
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG

ANNEXES

A l'issue d'une consultation de bureaux d'études le coût de l'étude se décompose de la façon suivante :

Phases	Montants € H.T	Montants € T.T.C.
Tranche ferme : Elaboration du plan de référence	47 800,00	57 168,80
Tranche conditionnelle : Programmation quantitative et faisabilité aux ilots types	21 750,00	26 013,00
Coût Total de l'étude	69 550,00	83 181,80

Le financement proposé se décompose de la façon suivante :

Financement	Montant H.T	Pourcentage
Fonds propres Ville de SETE	34 775,00	50%
Subvention Région LR	34 775,00	50%
Total	69 550,00	100%



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-173

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

URBANISME

Objet : PRESTATION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA DEFINITION URBAINE ET SA DECLINAISON OPERATIONNELLE SUR LA ZONE DU POLE D'ECHANGE MULTIMODAL A L'EST DU TERRITOIRE COMMUNAL DE SETE - DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION - APPROBATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans la perspective de maîtriser le développement de la zone du Pôle d'Echange Multimodal située à l'est de son territoire, la commune de SETE engage une démarche de planification urbaine et de déclinaison opérationnelle sur cette zone (*correspondant au périmètre de la Zone d'Aménagement Différé*) d'une superficie de 98 hectares environ.

Cette démarche est conduite en lien avec la Région Languedoc Roussillon et d'autres acteurs de la planification locale.

Un comité de pilotage a été constitué pour encadrer les études à mener.

Une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage s'est avérée nécessaire pour la conduite des études de planification urbaine et sa déclinaison opérationnelle.

Elle figure en Annexe I de la délibération.

La présente délibération a pour objet de solliciter une subvention auprès de la Région Languedoc Roussillon correspondant à 50% du montant HT de la mission.

Un projet de convention de financement à conclure entre la ville de SETE et la Région Languedoc Roussillon, annexée à la présente délibération (Annexe II), matérialise les engagements réciproques des deux parties.

Par cette convention, la Région s'engagera, sous la condition expresse que la Ville remplisse ses obligations contractuelles, à verser une subvention d'un montant de 24 000,00 €, conformément à la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 23 mars 2012 pour la réalisation de cette étude de définition de la planification urbaine et de sa déclinaison opérationnelle.

La convention sera conclue pour une durée de deux ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

SOLLICITE de la Région Languedoc Roussillon l'attribution d'une subvention d'un montant de 24 000,00 €, au titre de sa participation à la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la conduite des études de planification urbaine et de déclinaison opérationnelle sur la zone du Pôle d'Echange Multimodal à l'est du territoire de la commune de SETE,

APPROUVE le projet de convention de financement annexé à la présente délibération,

AUTORISE le Maire, ou son représentant, à signer la convention, et tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AUTORISER Le trésorier à faire recette le moment venu, sur le budget de la Ville :
Nature : 7472 Fonction : 820 service : URBA

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 28 – ABSTENTION : 8 – NE PARTICIPEPAS AU VOTE :1
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG

ANNEXE I : MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage se décompose en deux tranches :

- ✧ Une tranche ferme, relative à la planification urbaine, comprenant la connaissance du contexte, des documents de planification et d'urbanisme, et des stratégies des acteurs, ainsi que la mise au point d'un plan de référence.
- ✧ Une tranche conditionnelle, relative à la déclinaison opérationnelle, qui devra conduire à la proposition de périmètres pertinents.

Cette mission a été attribuée, après mise en concurrence, à Languedoc Roussillon Aménagement, par décision n° L-2012-0022 du 23 janvier 2012.

Le coût de l'étude se décompose de la façon suivante :

Coût de l'étude	Montants € H.T	Montants € T.T.C.
Tranche ferme : planification urbaine	27 600,00	33 009,60
- 1 ^{ère} phase : connaissance du cadre d'élaboration	5 600,00	6 797,60
- 2 ^{ème} phase : mise au point d'un plan de référence	22 000,00	26 312,00
Tranche conditionnelle : Déclinaison opérationnelle de la planification urbaine	20 400,00	24 398,40
Coût Total de l'étude	48 000,00	57 408,00

Le financement proposé se décompose de la façon suivante :

Financement	Montant H.T	Pourcentage
Fonds propres ville de SETE	24 000,00	50%
Subvention Région LR	24 000,00	50%
Total	48 000,00	100%

Les crédits de financement correspondants sont prévus au budget de la Ville :

En nature : 6288

Fonction : 820

Service : PAU



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-174

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

URBANISME

Objet : MISE A L'ETUDE D'UN PROJET D'AIRE DE MISE EN VALEUR DE
L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (AVAP)

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération du 27 juin 1990, le Conseil Municipal de Sète avait donné un avis favorable sur la mise en œuvre définitive de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain (ZPPAU) de Sète, créée par arrêté préfectoral du 20 novembre 1990.

Cette ZPPAU a permis de donner un cadre analytique et qualitatif aux interventions sur les espaces bâtis et non bâtis de la ville. Un premier bilan de cette ZPPAU a été effectué par les services de la Ville, en liaison avec l'architecte conseil de la ville, la Direction Régionale des Affaires Culturelles et le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine.

La révision de la ZPPAU s'impose aujourd'hui au regard :

- ❖ d'une inadaptation au contexte actuel et de multiples difficultés de gestion (notamment en matière d'urbanisme, architecture contemporaine, traitement de l'espace public).
- ❖ des réflexions menées sur des secteurs à enjeux exclus de son périmètre, et de la nécessité de prendre en considération des périmètres de protection nouveaux.

- ❖ de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Ville (PLU) en cours,
- ❖ de la nécessité d'intégrer les objectifs de développement durable de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010.

La loi du 12 juillet 2010 et le décret n° 2011-1903 du 19 décembre 2011, codifiés aux articles L 642-1 et suivants, et D 642-1 et suivants du Code du Patrimoine contraignent à terme (14 juillet 2015) à transformer les ZPPAU en Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

Il apparaît pertinent, en parallèle à l'élaboration du PLU de la Ville et des études connexes en cours, d'engager la démarche de création d'une AVAP, comme la ville y a été invitée par l'architecte des Bâtiments de France dans son courrier du 19 septembre 2011.

La présente délibération a pour objet la mise à l'étude du projet d'AVAP, point de départ de la procédure de création. Cette mise à l'étude est menée en partenariat avec l'Etat conformément au dispositif figurant en annexe II.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

<u>PRESCRIT</u>	la mise à l'étude d'un projet d'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine,
<u>SOLLICITE</u>	de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, et toutes instances pour obtenir une dotation destinée à compenser la charge financière des études.
<u>AUTORISE</u>	le Maire à signer tout document ou acte concernant ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 29 – ABSTENTION : 8

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG

ANNEXE I

AIRES DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (AVAP)

Ce nouveau dispositif représente un outil sensiblement plus contraignant que les ZPPAU. Il ne s'agit plus seulement de participer à la conservation de l'existant, mais aussi de valoriser l'ensemble du patrimoine communal (notamment les centres anciens, les éléments paysagers remarquables, ...) pour en faire un vecteur de développement économique au travers de l'activité touristique. Le règlement de l'AVAP doit contenir des règles relatives à l'intégration architecturale et à l'insertion paysagère des constructions, visant tant à l'exploitation des énergies renouvelables ou aux économies d'énergie qu'à la prise en compte d'objectifs environnementaux.

L'AVAP a le caractère de servitude d'utilité publique à laquelle devront se conformer les demandes d'autorisations de travaux, selon les procédures et avis prévues par le décret.

Elle est fondée sur un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental, prenant en compte les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du plan local d'urbanisme (PLU), afin de garantir la qualité architecturale des constructions existantes et à venir ainsi que l'aménagement des espaces.

ANNEXE II

L'étude, conduite par le Maire, avec l'assistance de l'architecte des Bâtiments de France (ABF), comprendra la réalisation du diagnostic architectural, patrimonial et environnemental, et le montage du projet de création.

L'élaboration du projet de création fera l'objet de la procédure suivante :

- ❖ Organisation d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées,
- ❖ Délibération du Conseil Municipal : bilan de la concertation et arrêt du projet de création de l'AVAP,
- ❖ Avis de la commission régionale du patrimoine et des sites,
- ❖ Examen conjoint des personnes publiques associées,
- ❖ Soumission du projet à enquête publique,
- ❖ Avis du préfet.
- ❖ Délibération d'approbation de l'AVAP.

Le contenu du projet de création permettra :

- ❖ De proposer un périmètre d'étude élargi intégrant des secteurs remarquables protégés de la ville, afin de simplifier la gestion administrative des protections existantes (sont concernés les sites inscrits de la corniche et ses abords natura 2000, du môle St Louis, les abords du Fort Richelieu).
- ❖ De débattre des secteurs non protégés à enjeux aujourd'hui exclus de la ZPPAU (Mont Saint-Clair, Pointe courte – plage, quai de Bosc, canal de la Peyrade, rue Caraussane, ...).
- ❖ D'élaborer l'inventaire des immeubles repérés dans la ZPPAU.
- ❖ D'élaborer des règles de mise en valeur et de gestion des espaces publics.
- ❖ De déterminer l'état du patrimoine architectural, urbain, paysager, historique et archéologique de la ville.

- ❖ De compléter l'analyse et l'approche environnementale du PLU en prenant en considération les préoccupations d'économie d'énergie, d'implantation des constructions, de choix de modes de construction, ...

La concertation organisée par la commune prendra les formes suivantes :

- ❖ Informations du public par voie de publication dans des journaux locaux, d'affichage en mairie et sur le site internet de la ville,
- ❖ Mise à disposition du public en mairie d'un dossier des études en cours et d'un cahier d'observations,
- ❖ Organisation d'une réunion publique, et d'une exposition,

Les textes prévoient également la constitution d'une commission locale (CLAVAP), instance consultative dont la composition sera fixée par une autre délibération du Conseil Municipal, et ayant pour mission d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables à l'AVAP.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-175

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

URBANISME

Objet : CONSTITUTION ET DESIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION LOCALE DE L'AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (CLAVAP)

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 et le décret n° 2011-1903 du 19 décembre 2011 relatif aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) ont substitué le dispositif nouveau des AVAP, aux zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP).

La mise à l'étude du projet d'aire fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal, constituant le point de départ de la procédure de création. Cette mise à l'étude est menée en partenariat entre la Collectivité et l'Etat.

Les textes prévoient la constitution d'une commission locale de l'AVAP, instance consultative dont les membres sont désignés par délibération du Conseil Municipal. Cette commission a pour mission d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables à l'AVAP. Dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux, elle peut être consultée par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation sur tout projet d'opération d'aménagement, de construction

ou de démolition, notamment lorsque celui-ci nécessite une adaptation mineure des dispositions de l'AVAP.

Conformément aux articles L. 642-5 et D. 642-2 du Code du Patrimoine, la commission doit comporter :

- ❖ 15 membres maximum
- ❖ 5 représentants de la commune au minimum,
- ❖ 4 personnes qualifiées (2 au titre du patrimoine culturel ou environnemental local, et 2 au titre d'intérêts économiques locaux)

La commission est présidée par le Maire.

L'Architecte des Bâtiments de France assiste avec voix consultative aux réunions.

les personnes à désigner ont donné leur accord, et sont nominativement désignées ci-après :

<u>COMPOSITION REGLEMENTAIRE</u>	<u>PERSONNES DESIGNEES</u>
Le Maire (ou son représentant)	M. François COMMEINHES
Représentants de la Commune	M. Jean Marie TAILLADE M. Jean Claude GROS M. Emile ANFOSSO M. Sébastien PACULL Mme Jocelyne CASSANY Mme Laurence MAGNE Mme Pascale RESSEGUIER
Le Préfet (ou son représentant)	Le Préfet ou son représentant
Le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement (ou son représentant)	Mme Muriel SAINT SARDOS (Chef de service airs et espaces protégés)
Le Directeur régional des Affaires Culturelles (ou son représentant)	M. Christian JACQUELIN (Chargé de mission patrimoine ethnologique)
Personnes qualifiées au titre du patrimoine culturel et environnemental	M. Michel TRON (ancien ABF)
	M. Bernard PESCHOT (historien)
Personnes qualifiées au titre d'intérêts économiques locaux	M. Olivier ODDI (Président de la CCI Sète Frontignan Mèze)
	M. Thierry CHINAPPI (artisan menuisier)

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- | | |
|-------------------------|---|
| <u>CONSTITUE</u> | une Commission Locale de l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine, |
| <u>DESIGNE</u> | nominativement les membres composant cette commission, comme indiqué dans le tableau ci-dessus, |
| <u>AUTORISE</u> | le Maire à signer tout document ou acte concernant ce dossier. |

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-176

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

URBANISME

Objet : CONVENTION D'AMENAGEMENT MULTI-SITES CENTRE EST COMPTE RENDU
ANNUEL A LA COLLECTIVITE - ANNEE 2011

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Conformément aux dispositions combinées des articles L1523-2, L1524-3 et L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et L300-5 du Code de l'Urbanisme, la SA ELIT subrogée dans les droits et obligations de la SEMALIS (acte de Fusion-absorption approuvé par délibération du Conseil Municipal du 15 mai 2006) soumet à l'approbation, de la commune, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) concernant l'exercice 2011 de l'opération d'aménagement Multi-sites Centre Est.

Il est précisé que la SA ELIT est missionnée en vertu d'une convention Publique d'Aménagement signée le 13 décembre 2001 approuvée par le conseil Municipal du 22 novembre 2001 complétée par voie d'avenants n°1, 2, 3, 4 et 5 approuvés respectivement par le conseil municipal des 22 novembre 2001, 28 novembre 2006, 20 novembre 2007, 30 septembre 2008 et 27 octobre 2009. La concession d'aménagement s'achève au 30 Décembre 2012

L'opération consiste à l'aménagement et à l'urbanisation de divers îlots dégradés désignés dans l'annexe I à la délibération.

Le bilan prévisionnel actualisé au 31 décembre 2011 fait ressortir un total des dépenses réalisées pour l'ensemble des opérations de 7.452 000 € sur un bilan prévisionnel actualisé de 8 929 000€ et un total des recettes réalisées de 7 659 000€ sur un bilan prévisionnel actualisé de 8.929 000€.

L'équilibre du bilan est assuré par la Ville de Sète à hauteur de 1 271 000€ inchangé par rapport à l'exercice 2010.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité et son annexe rattachés au présent projet de délibération présentent un point opérationnel et un point financier par opération et globale.

En 2012, Elit procédera à la clôture des opérations à terme et prendra les dispositions permettant l'achèvement des opérations en cours et leur clôture à la fin de l'année 2012.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'exercice 2011 de l'opération d'aménagement Multi-sites Centre Est.

APPROUVE la liste des cessions et acquisitions de l'exercice.

APPROUVE le bilan prévisionnel actualisé des activités

APPROUVE le plan de trésorerie actualisé.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 28 – ABSTENTION : 9

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG

ANNEXE I

N°1 : Ilot rue André Portes – surface 150 m²
N°2 : Ilot rue Honoré Euzet – surface 3 700 m²
N°3 : Ilot savonnerie – surface 1 500m²
N°4 : Ilot quai d'Orient – surface 1 620 m²
N°5 : Ilot quai des Moulins – surface 4 000 m²
N°6 : Ilot rue Maréchal Juin - surface 8 000 m²
N°7 : Ilot rue Montmorency - surface 1 600m²
N°8 : Ilot Mas Coulet – surface 5 008 m²

Au cours de l'année 2011 et durant le 1^{er} semestre 2012, les différents îlots ont connu les évolutions suivantes :

N°1 : Ilot rue André Portes – surface 150 m²

Cette opération est arrivée à son terme au cours de l'exercice 2009. Il convient donc de clôturer l'opération.

N°2 : Ilot rue Honoré Euzet – surface 3 700 m²

La 2^e tranche d'une constructibilité de 3 388 m² portant sur les parcelles cadastrées AM 161, 162, 163 et 538 a été confiée, après consultation, au promoteur FDI Promotion et la signature de l'acte authentique a été régularisée le 24 mars 2011 après relogement des derniers commerçants. Le programme comprend 80% de logements libres et 20% de logements sociaux, et des commerces au rez-de-chaussée.

Cette opération est arrivée à son terme au cours de l'exercice 2011. Il convient donc de clôturer l'opération.

N°3 : Ilot savonnerie – surface 1 500m²

Le programme d'une constructibilité de 3 218 m² a été confiée, après concours promoteurs / architectes en 2009, au promoteur Nexity - George V et la signature de l'acte authentique a été régularisée le 21 décembre 2010. Le programme comprend 80% de logements libres et 20% de logements sociaux, et des commerces au rez-de-chaussée.

Cette opération est arrivée à son terme au cours de l'exercice 2011. Il convient donc de clôturer l'opération.

N°4 : Ilot quai d'Orient – surface 1 620 m² (totalité de l'immeuble).

La SA ELIT, avec l'accord de la ville, a décidé d'acquérir le local restant et d'y réaliser ses bureaux. Les travaux réalisés permettront de requalifier les façades.

Cette opération arrive à son terme au cours de l'exercice 2012. Il convient donc de clôturer l'opération.

N°5 : Ilot quai des Moulins – surface 4 000 m²

La vente des droits à construire à la société Immo Finances SARL a été réalisée le 7 Octobre 2008 conformément aux prévisions budgétaires.

La rétrocession à la ville d'une partie du foncier appartenant à la SA ELIT, située rue des Ateliers permettant l'élargissement/prolongation de la rue des Ateliers est en cours à la valeur de l'Euro symbolique.

Cette opération est arrivée à son terme au cours de l'exercice 2008. Il convient donc de clôturer l'opération.

N°6 : Ilot rue Maréchal Juin - surface 8 000 m²

Par arrêté préfectoral du 7 juillet 2009, l'acquisition de la parcelle AK 46 a été déclarée d'utilité publique et cessible.

Les offres des prix d'acquisitions ont été notifiées aux propriétaires à la fin de l'année 2009.

En l'absence d'accord sur les propositions de prix, le Tribunal de Grande Instance – juridiction de l'expropriation du département de l'Hérault a été saisi par la SA ELIT. Ce dernier a rendu deux jugements les 26 janvier et 23 mars 2011 qui ont fait l'objet d'un appel de la SA ELIT d'une part et de l'indivision d'autre part.

L'étude de faisabilité en cours confirme la recette attendue sur cette opération.

N°7 : Ilot Montmorency

Cette opération est arrivée à son terme au cours de l'exercice 2009. Il convient donc de clôturer l'opération.

N°8 : Ilot Mas Coulet – surface 5 008 m²

Cette opération est arrivée à son terme au cours de l'exercice 2009. Il convient donc de clôturer l'opération.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-178

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

URBANISME

Objet : DISSOLUTION DE LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE TRAITEMENT DES
ORDURES MENAGERES DE LA REGION SETOISE (SEMTOMERS) - CESSION
D'ACTIONS A THAU AGGLO - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération du 08 octobre 2009 et du 24 mars 2010, le Conseil Communautaire de Thau Agglo a autorisé l'acquisition de l'ensemble des actions de la Société d'Economie Mixte de Traitements des Ordures Ménagères de la Région Sétoise (SEMTOMERS) détenues par les actionnaires, permettant ainsi une dissolution de cette dernière sans liquidation.

La procédure de dissolution de la SEMTOMERS a été provisoirement suspendue par délibération du 27 avril 2011. Enfin, par délibération du 27 juin 2012, le Conseil Communautaire de Thau Agglo a procédé à la validation de l'acquisition desdites actions au prix unitaire de 15,24 euros, sur la base des conclusions de l'expert comptable en charge des affaires de la SEMTOMERS au regard de bilan de cette dernière au 31 décembre 2011.

Je vous propose donc, mes chers collègues, de vous prononcer sur la cession des 349 actions détenues par la commune au prix précité, soit un montant de 5 318,76 euros.

Je vous rappelle par ailleurs que nous avons déjà adopté le principe de cette vente lors du conseil municipal en date du 18 mai 2010.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la cession par la commune de Sète des 349 actions de la SEMTOMERS qu'elle possède, à Thau Agglomération au prix de 15,24 euros par action soit un montant de 5 318, 76 euros

AUTORISE Le Maire ou l'élú délégué à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération

AUTORISE Le trésorier Municipal à faire recette le moment venu sur le budget de la ville
Nature : 775 Fonction : 020 Service : PAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-179

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

URBANISME

Objet : EXTENSION DU PERIMETRE D'INTERVENTION DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L322-1 du Code de l'environnement, le conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, établissement public de l'Etat à caractère administratif, a pour mission de mener, après avis des conseils municipaux et en partenariat avec les collectivités territoriales intéressées, une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral et de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique dans les communes riveraines des mers.

Or, pour des raisons industrielles et commerciales, le groupe Listel envisage de regrouper ses installations dans le Gard, libérant de ce fait 600 Ha de terrain sur le Lido entre Sète et Marseillan.

Cet espace emblématique du littoral languedocien, présente un fort intérêt environnemental. Le Conservatoire du littoral souhaite donc accompagner un projet de modification profonde de la vocation de ce territoire, historiquement peu aménagé, et propose une acquisition, dans un premier temps, des terrains naturels, et dans un deuxième temps, des terrains libérés par le départ de l'activité agro-industrielle.

En l'état actuel, le Conservatoire du littoral a l'autorisation de son Conseil d'administration d'intervenir sur la seule partie située au Nord de la voie ferrée, et souhaite soumettre à la prochaine séance de son Conseil, l'extension de son périmètre d'intervention. Cette extension pourrait porter sur environ 163 Ha, dont 158 Ha sont situés sur le territoire communal de la Ville de Sète.

Toutefois, à défaut de conserver une activité viticole de ces terrains, il est souhaitable que puisse être étudié le redéploiement d'autres activités fortement liées à notre territoire que sont la conchyliculture et l'aquaculture marine.

En effet, le lido de Sète à Marseillan bénéficie de fortes dispositions et d'un potentiel inestimable pour le développement de ces activités. Sa situation, entre mer et lagune, est d'autant plus privilégiée qu'elle jouxte la principale zone de production conchylicole de méditerranée. Les possibilités d'approvisionnement du site en eau marine sont évidentes à la fois du fait de la proximité du biseau salé et de la quasi absence de relief. S'ajoute à ces éléments l'atout supplémentaire lié à la présence sur le territoire d'équipes de recherche spécialisées au sein de l'IFREMER ou encore de la Station de biologie marine de Sète.

Aussi, alors que l'hypothèse d'arrêt d'activité de la société Listel est évoquée, il me semble nécessaire, tout en conservant un objectif de protection du site, de réfléchir à la possibilité d'intégrer ces activités littorales et maritimes à l'avenir de cet espace de valeur. Cette condition me semble indispensable et doit à mon sens être mise en avant en réponse au positionnement du Conservatoire du Littoral.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PRONONCE un avis favorable à cette opération, sous réserve que le redéploiement d'activités fortement liées à notre territoire que sont la conchyliculture et l'aquaculture marine soient étudiés pour les terrains concernés.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-180

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

URBANISME

Objet : ACQUISITION D'UNE PARCELLE A LA STE NEXITY - CHEMIN DE LA CROIX DE MARCENAC ET BLD CHEVALLIER DE CLERVILLE

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etaient absentes : Delphine LE SAUSSE, Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de la nouvelle voie de raccordement qui doit être créée entre le Chemin de la Croix de Marcenac et le Boulevard Chevalier de Clerville, la Commune doit acquérir auprès de la Société NEXITY propriétaire de 2 parcelles à détacher de l'actuelle parcelle cadastrée AY N° 325 :

- une parcelle d'une superficie de 2 201 m² correspondant au lot d
- une parcelle d'une superficie de 65 m² correspondant au lot e. L'acquisition de cette dernière parcelle doit permettre de rétablir une largeur de voie suffisante dans ce secteur.

Les Services de France Domaine consultés ont estimé la valeur vénale des 2 lots d'une superficie globale de 2 266 m² à la somme de 453 000 € avec une marge de négociation de + ou - 15 %. Il a été convenu entre les parties que la transaction interviendra pour un montant de 388 300 € correspondant au coût d'acquisition du terrain fixé de manière irrévocable par Délibération Municipale du 26 juin 2007, au titre de la participation pour voirie et réseaux.

La ville prendra à sa charge l'ensemble des frais y afférent en sa qualité d'acquéreur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le principe de l'acquisition auprès de NEXITY de 2 parcelles d'une surface respective de 2 201 m² et 65 m² à détacher de l'actuelle parcelle cadastrée Section AY N° 325 sur la base de 388 300 € ainsi que tous les frais y afférents

Autorise Le Maire ou l'élu délégué à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget de la Ville sous l'imputation :

Nature : 2111 – Fonction : 822 – Service : AMURB

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-181

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

URBANISME

Objet : ZONE D'AMENAGEMENT DIFFERE (ZAD) ENTREE EST - CONVENTION CADRE D'ANTICIPATION FONCIERE A SIGNER ENTRE LA VILLE DE SETE ET L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DU LANGUEDOC ROUSSILLON

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etait absente : Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération du 13 décembre 2011, le Conseil Municipal a donné un avis favorable à la création d'une zone d'aménagement différé à l'Est du territoire communal, et sollicité le préfet en ce sens. La création de cette zone s'inscrit dans l'objectif d'assurer la reconversion urbaine de ce site en vue de la réalisation d'un pôle multimodal autour de la gare ferroviaire, accompagné d'une vaste opération d'aménagement d'ensemble dont au moins 25% de logements locatifs sociaux et d'une aire d'accueil des gens du voyage. Le périmètre couvert par cette zone représente environ 98 hectares.

Afin d'assurer le portage foncier dans le cadre de ce périmètre, la commune de Sète entend confier à l'Etablissement Public Foncier du Languedoc Roussillon une mission d'anticipation foncière sur le secteur de l'entrée est.

Le Conseil municipal a délégué à Monsieur le Maire par délibération du 13 décembre 2010, la compétence de déléguer l'exercice des droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme à l'occasion de l'aliénation d'un bien (article L. 213-3), de manière ponctuelle, à tout organisme d'habitation à loyer modéré ou à une société d'économie mixte, mais également à l'Etablissement Public Foncier du Languedoc Roussillon,

Par délibération du 27 mars 2012, le Conseil Municipal a approuvé le projet de convention d'anticipation foncière, relatif à la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) Entrée Est, à conclure entre la ville de Sète, l'Etablissement Public Foncier Languedoc Roussillon (EPF LR), et Thau Agglo.

Par la suite, EPF LR et la Ville ont souhaité simplifier la mise en œuvre de la politique foncière sur le territoire communal.

En effet, considérant que les engagements de Thau Agglo dans cette convention sont très restreints en matière de maîtrise foncière, et concernent essentiellement la production de logements sociaux dans le cadre du Plan Local de l'Habitat (PLH), et la réalisation d'une Aire des Gens du Voyage, la ville et l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon (EPF LR) conviennent qu'il est plus adapté de conclure une nouvelle convention bipartite, qui reprendrait néanmoins les engagements de la convention cadre signée en janvier 2012 entre Thau Agglo et l'EPF, ainsi que la cession par la ville des terrains nécessaires à la réalisation de l'Aire des Gens du Voyage.

Aussi est-il présenté devant ce Conseil, un nouveau projet de convention cadre d'anticipation foncière, dont l'objet est de confier à l'EPF LR une mission d'anticipation foncière d'une durée maximale de cinq ans.

La durée de portage foncier pourra être prorogée si une convention opérationnelle est signée entre les parties sur le périmètre d'intervention à l'échéance de la présente convention.

Cette convention vise à définir et préciser la portée des engagements et obligations que prennent les parties, pour conduire sur le moyen terme une politique foncière sur des périmètres à enjeux pour le développement de ce territoire.

Dans le cadre de cette convention, la Commune s'engage notamment :

- à élaborer un programme d'études avec un échéancier de réalisation ;
- à réaliser les premières études nécessaires à la définition des besoins liés au projet d'aménagement d'ensemble ;
- à impulser l'ensemble des études nécessaires à la définition de projet d'un pôle d'échange multimodal ;
- à conduire les démarches relatives à la modification éventuelle des documents de planification et/ou d'urbanisme.
- à demander au préfet le lancement des études hydrauliques nécessaire à la révision du PPRI.

Pour la mise en œuvre de cette convention l'exercice du droit de préemption et du droit de priorité devra être délégué sur le périmètre de la ZAD.

A échéance de la convention, la commune de Sète s'engage à racheter l'ensemble des biens qui auront été acquis par l'EPF LR dans le cadre de la présente convention, à l'exception des terrains devant accueillir l'aire des gens du voyage, qui seront cédés à Thau agglo.

Dans le cadre de ce projet de convention, l'Etablissement Public Foncier s'engage notamment :

- à réaliser l'ensemble des études techniques nécessaires afin d'évaluer les conditions de faisabilité économique de la reconversion du foncier concerné ;
- à acquérir par voie amiable, les premiers biens présentant un réel intérêt ;
- à réaliser, si nécessaire, des travaux de mise en sécurité et de remise en état des sites acquis.

Le montant prévisionnel de l'engagement financier de l'EPF LR au titre de la présente convention est fixé, d'un commun accord avec la collectivité, à 1 500 000€.

Les acquisitions se feront dans le cadre de l'enveloppe budgétaire disponible chaque année. Dans le cas où l'EPF LR ne pourrait pas procéder aux acquisitions et travaux envisagés dans le cadre des crédits disponibles, il le fera savoir expressément à la ville.

L'EPF LR se laisse la possibilité, si cela s'avère nécessaire, de recourir à un emprunt auprès d'un organisme bancaire après mise en concurrence, d'un montant qui ne pourra être supérieur au 1/3 du montant prévisionnel de l'opération. Dans ce cas, cet emprunt devra être garanti par une ou plusieurs collectivités territoriales.

L'EPF LR s'engage à procéder à l'acquisition des parcelles situées dans le périmètre du projet, soit à l'amiable, soit par exercice du droit de préemption s'il en est délégataire, dans le cadre d'une ZAD, droit de priorité et le cas échéant par voie d'expropriation dans le cas d'une DUP « réserves foncières ».

L'ensemble des acquisitions effectuées par l'EPF LR sont réalisées au prix agréé par France Domaine ou le cas échéant par la juridiction de l'expropriation.

Les modalités de pilotage sont définies dans la convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ABROGE la délibération n° D-2012-039 du 27 mars 2012, par laquelle le Conseil Municipal a approuvé le projet de convention d'anticipation foncière relatif à la Zone d'Aménagement Différé Entrée Est, à conclure entre la ville de Sète, l'Etablissement Public Foncier Languedoc Roussillon (EPF LR), et Thau Agglo.

APPROUVE le projet de convention cadre d'anticipation foncière relatif à la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) Entrée Est, à conclure entre la Commune de Sète et l'Etablissement Public Foncier Languedoc Roussillon,

AUTORISE le Maire, ou son représentant, à signer la convention et les documents afférents,

DONNE POUVOIR au Maire, ou son représentant, pour la mise en œuvre des dispositions relatives à la dite convention.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 29 – ABSTENTION : 9

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-182

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION
PASSIM

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etait absente : Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Marie TAILLADE Adjoint s'exprime en ces termes :

L'association PASSIM existe depuis dix ans en Languedoc Roussillon. Elle fonctionne comme un centre de ressources sociologique et s'intéresse plus particulièrement à la reconnaissance de la richesse apportée par les migrations notamment les migrations italiennes en Languedoc Roussillon. Notre commune avec ses relations étroites avec Cetara mais aussi avec Gaete est donc au centre des préoccupations d'une association comme PASSIM.

Un travail important a été initié en 2011 sur ce thème. Travail conçu en partenariat avec des communes de la région. Cette phase préparatoire a été suivie en 2012, d'une collecte des données qui va trouver sa concrétisation en 2013 sous une forme de diffusion pédagogique. La collecte des données concernant les migrations italiennes et siciliennes en Languedoc et plus particulièrement à Sète et autour du Bassin de Thau placent notre cité au centre de ces recherches.

L'année 2013 sera consacrée à la valorisation de ce travail dont la dimension pédagogique demeure essentielle. Afin de participer à l'élaboration du budget général de cette opération qui s'élève à 13700 €, je vous propose que la ville de Sète apporte son soutien à l'association PASSIM à hauteur de 1500 €. Nous envisagerons avec elle comment diffuser le fruit de leurs travaux sur la région, le bassin de Thau et bien sûr, la ville de Sète.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE cette subvention

AUTORISE la dépense qui sera prélevée sur les crédits inscrits au BP 2012 des Affaires Culturelles
Nature : 6745 Fonction : 30 Service : CULT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-183

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU CAFE LITTERAIRE

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etait absente : Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Marie TAILLADE Adjoint s'exprime en ces termes :

Depuis plusieurs années, l'association Café Littéraire « Lire et dire » animé par Tino di Martino, mène une véritable croisade en faveur du livre et de la lecture avec un beau succès public, vu la fréquentation de chacun des rendez-vous. Depuis l'année dernière les animateurs du Café Littéraire ont choisi de créer une manifestation plus importante permettant la rencontre des écrivains, des éditeurs et des lecteurs qui a lieu aux prémices de l'automne, peu après ce que l'on nomme au niveau national : La rentrée Littéraire.

La première édition a eu lieu en 2011 dans les Halles de Sète. Elle a connu un beau succès ce qui a amené ses animateurs autour de son créateur, Tino di Martino, à la renouveler cette année. Après les Halles, la littérature va investir en 2012, le Passage du Dauphin, amenant à Sète de nombreuses personnalités du monde de l'écriture. En 2011, plusieurs ouvrages étaient inspirés par Georges Brassens dont on célébrait les 90 ans de la naissance et les 30 ans de la disparition. Cette année, ce nouveau chapitre des Automnales sera en partie consacré à Jean Vilar dont la ville célèbre le centenaire de la naissance.

Afin de permettre à cette manifestation, une plus grande aisance financière, je vous demanderai de bien vouloir lui voter une subvention exceptionnelle d'un montant de 2700 euros sur les crédits prévus au Budget 2012

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE **l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 2.700 euros à l'association Café littéraire « lire et dire »**

AUTORISE la dépense qui sera prélevée sur les crédits inscrits au BP 2012 des Affaires Culturelles
Nature : 6745 Fonction : 30 Service : CULT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-184

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

SPORTS

Objet : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION
"ARAGO DE SETE VOLLEY-BALL" - PARTICIPATION A LA CHAMPIONS LEAGUE
- FINANCEMENT

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etait absente : Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Serge PAIOLA Adjoint s'exprime en ces termes :

L'Arago de SETE, club de volley-ball engagé en championnat de France de Pro A, porte haut les couleurs de notre ville. Malgré un des plus petits budgets du championnat, le club a obtenu ces dernières années de brillants résultats terminant même sur le podium (3^{ème} place) au cours des saisons 2010 – 2011 et 2011 – 2012.

Ces résultats ont permis à l'ARAGO de participer à la Coupe d'Europe de volley (CEV). Le club de POITIERS qui lors de la saison 2011-2012 a terminé 2^{ème} du championnat devait participer cette année à la Champions League mais confronté à de graves difficultés financières, le club a été rétrogradé. L'ARAGO s'est vu alors proposer de le remplacer.

Cette compétition d'un niveau très relevé va permettre à l'ARAGO de se confronter à ce qui se fait de mieux dans le domaine du Volley Européen. Cette participation récompensera les joueurs et les

dirigeants pour leur investissement dans le club mais sera aussi pour la Ville un outil de promotion engendrant des retombées médiatiques.

Cependant, les conditions de participation à la Champions League en termes de budget (déplacements, équipe compétitive), de capacité d'accueil et d'aire de jeu sont plus exigeantes. Le club a du solliciter la Ville de MONTPELLIER pour accueillir ses matches, la salle de l'ARAGO n'étant pas homologuée pour ce niveau de compétition.

Pour faire face à ces dépenses supplémentaires, la Ville de SETE a sollicité des aides financières des différentes collectivités : Région, Département, Communauté d'agglomération et en tant que soutien principal du Club, elle a décidé de lui octroyer une subvention exceptionnelle de 100 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte cette subvention exceptionnelle

Autorise le Maire ou son représentant à la signer,

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 6745 Fonction : 40 Service : SPORT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-185

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

JURIDIQUE

Objet : PISCINE FONQUERNE - PROTOCOLE A PASSER AVEC L'ENTREPRISE
SOPRIBAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etait absente : Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Rodolphe MEZAN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La Ville de SETE a initié en 1988 la construction du Centre balnéaire Raoul Fonquerne. Cet équipement a été réceptionné le 5 janvier 1994. Le lot « couverture étanchéité » a été confié à la société CHARLES ET MOUYSSSET, et a été réalisé par son sous-traitant, l'entreprise SOPRIBAT. La méthodologie de pose de la couverture, de forme courbe, avait été définie par la société UNION MINIERE, fournisseur des plaques de zinc.

Toutefois, à partir de janvier 2003, la toiture a fait l'objet de plusieurs sinistres provoqués par des soulèvements des plaques de zinc. La Ville a initié une expertise contradictoire, au terme de laquelle l'expert, Monsieur DEVILLE, a conclu à un défaut de conception et a mis en cause, à titre principal, la société UNION MINIERE.

Malgré les recours devant les juridictions administratives, la Ville n'a pu obtenir satisfaction envers UNION MINIERE ou SOPRIBAT, en l'absence de liens contractuels entre la Ville et ces sociétés.

Néanmoins, la société SOPRIBAT avait assigné devant le Tribunal de Grande Instance la société UNION MINIERE aux fins de la garantir d'éventuelles condamnations.

SOPRIBAT propose aujourd'hui à la Commune de SETE de lui céder la créance qu'elle détient envers UNION MINIERE, en contrepartie de la renonciation pour la Ville à poursuivre SOPRIBAT devant les juridictions administratives et devant le Tribunal de Grande Instance (n° 05/02400).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE la passation d'un protocole d'accord valant cession de créance de garantie avec la société SOPRIBAT

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à le signer, ainsi que tout acte subséquent

AUTORISE le Maire ou son représentant à procéder à toute action nécessaire à l'exécution de la présente délibération

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-186

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

PERSONNEL

Objet : REGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNEBRES - REGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS DE DROIT PRIVE - FINANCEMENT

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etait absente : Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Eliane MICHEL-ALBANO Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

La Régie Municipale des pompes Funèbres qui gère l'exploitation du service extérieur des Pompes Funèbres ainsi que le crématorium, est un service public à caractère industriel et commercial doté de l'autonomie financière.

Aujourd'hui, suite à l'évolution favorable de l'entreprise en termes de part de marché, la mise en œuvre des actions destinées à apporter le meilleur service aux familles se poursuit.

Des travaux ont été réalisés dans les locaux et des actions de professionnalisation du personnel sont prévues, notamment au regard du décret 2012-608 du 30 avril 2012.

En effet, pour mieux encadrer les enterrements, un diplôme sera désormais exigé pour les pompes funèbres : "à compter du 1er janvier 2013, toute personne exerçant la profession de maître de

cérémonie, de conseiller funéraire ou dirigeant/gestionnaire d'une entreprise, d'une régie ou d'une association de pompes funèbres devra être titulaire d'un diplôme spécifique". Parmi les matières étudiées figurent : "hygiène", "sécurité", "psychologie et sociologie du deuil", "pratiques et rites funéraires", la législation et réglementation funéraires, commerciale ou encore le "conseil à la vente".

La qualité de notre service public des Pompes Funèbres est unanimement reconnue ; elle repose en grande partie sur l'implication des agents qui exercent ce métier difficile avec professionnalisme.

C'est ainsi qu'une réflexion a été menée sur le régime indemnitaire de ces agents ; si le statut de la fonction publique permet l'attribution de primes et indemnités adaptées, la convention collective des pompes funèbres prévoit, pour sa part, l'octroi de « gratifications ou toute autre prime résultant d'un accord d'entreprise, d'usage ou d'un contrat individuel de travail »

Actuellement, chaque contrat individuel inclut le versement d'un 13^{ème} mois, mais ne prévoit pas l'octroi d'une prime autre.

Les renseignements pris auprès de l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) dont la Ville est adhérente, ont permis d'identifier le complément de rémunération suivant :

- prime d'activité secteur technique : mise en bière : 0.67€ par opération ; portage : 1.31€ par opération ; exhumation : 1.78€ par opération

Je vous propose d'adopter le principe d'octroi de cette prime aux personnels concernés pour les agents du complexe funéraire relevant de la convention collective des pompes funèbres, dès lors qu'ils bénéficient d'une ancienneté de six mois, et ce à compter du 1^{er} octobre 2012.

A titre indicatif, le montant mensuel d'une telle prime aux agents du secteur technique aurait été de l'ordre de 91.83 euros en moyenne pour les 6 premiers mois de 2012, de 95.77 euros pour 2011 ; ce qui équivaut à l'indemnité d'exercice de mission que perçoivent les agents titulaires de la fonction publique qui exercent au complexe funéraire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le principe d'octroi de cette prime aux agents relevant de la convention collective des pompes funèbres aux conditions exposées ci-dessus, à compter du 1^{er} octobre 2012,

Autorise le Maire ou son représentant à signer les avenants aux contrats de travail, à cet effet, ainsi que tout document s'y rapportant,

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget des Pompes Funèbres
(chapitre 012 – charge de personnel et frais assimilés)

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-187

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

CITOYENNETE

Objet : REPRISE DE SEPULTURES EN TERRAIN ORDINAIRE

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etait absente : Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Eliane MICHEL-ALBANO Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Conformément à la réglementation relative aux opérations funéraires et à la gestion des cimetières, prévue par le Code Général des Collectivités Territoriales, la ville est en droit de reprendre des sépultures en terrain commun dont la jouissance par les familles des défunts (lorsqu'elles existent) a été accordée gratuitement pendant la durée du délai de rotation applicable au cimetière de la ville, soit cinq ans.

Le terrain commun situé au Cimetière Le Py, 13^{ème} section, est composé de plusieurs allées dont une, qui n'a plus connu d'inhumation depuis le 1^{er} janvier 2000. Les sépultures ayant atteint le délai d'expiration, rien ne s'oppose à leur libération. La zone concernée représente approximativement 50 emplacements.

Pour la mise en œuvre de cette procédure, un arrêté municipal de reprise de sépultures sera pris sur la base de la délibération, approuvée par le Conseil Municipal, affiché aux lieux habituels et sur la porte du cimetière. Il sera également notifié aux familles lorsque celles-ci sont connues.

Le contenu de cet arrêté fera apparaître la date effective de la reprise et le délai laissé aux familles pour reprendre des objets qui auraient pu être déposés ou pour procéder à une nouvelle inhumation en terrain concédé du corps ou des restes mortels trouvés dans la sépulture si la famille le souhaite.

Lorsque la famille du défunt n'est pas connue, il appartient à la collectivité de libérer les sépultures et de déposer les corps à l'ossuaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

AUTORISE la reprise de ces sépultures en terrain ordinaire situé au Cimetière Le Py, 13^{ème} section, afin de libérer l'emprise foncière nécessaire à la création de nouvelles concessions,

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tous actes à cet effet

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-188

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : LANCEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE AU DECLASSEMENT DE LA PARCELLE DE TERRAIN DU DOMAINE PUBLIC, ATTENANTE A LA PROPRIETE CADASTREE SECTION BK N° 83 A SETE

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etait absente : Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La Commune est propriétaire de la place des Métairies et de ses dépendances qui appartiennent au Domaine Public Communal. Il a été établi que la propriété cadastrée Section BK – N° 83 sise 2, place des Métairies avait intégré à tort 21 m² situés sur domaine public.

Madame Dominique ORTIS propriétaire a sollicité l'acquisition de cette surface afin de régulariser sa situation.

S'agissant d'un bien ne présentant actuellement pour la Commune aucune utilité particulière justifiant son maintien dans le Domaine Public, la procédure d'enquête publique doit être lancée conformément aux dispositions du code de la Voirie Routière et notamment les articles L 141-3 et suivants et les articles R. 141-4 et suivants.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- ADOpte** le principe du déclassement de la parcelle attenante à la propriété cadastrée Section BK N° 83, telle qu'identifiée sur le plan joint à la présente.
- Autorise** Monsieur Le Maire à procéder aux formalités nécessaires au lancement de l'enquête publique
- Autorise** Le Trésorier Municipal à désigner par arrêté municipal un Commissaire Enquêteur conformément à l'Article R. 141-4 du Code de la Voirie Routière.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-189

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : LANCEMENT ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE AU DECLASSEMENT DE
PARCELLES DE TERRAINS DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL ET ATTENANTES
AUX PROPRIETES CADASTREES - SECTION BL N° 185, 458 ET 532

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etait absente : Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La Commune est propriétaire de la rue des Reflets qui est classée dans le Domaine Public Communal.

Dans le cadre du projet de « rocade nord » prévu dans les années 1980, un élargissement de la voirie de la rue des Reflets avait été réalisé afin de raccorder cette voie au bd Pierre Mendes France. Ce projet conçu initialement pour accueillir un trafic routier intense ne sera pas finalisé, les modes de déplacement ayant depuis évolué vers plus d'écomobilité, il a été convenu que des délaissés ne présentant actuellement pour la Commune aucune utilité particulière dont le maintien dans le Domaine Public n'était plus justifié, pourraient être cédés aux riverains intéressés.

Il s'agit des parcelles suivantes :

- délaissé de 7 m² à rattacher à la parcelle BL 532
- délaissé de 8 m² à rattacher à la parcelle BL 185
- délaissé de 33 m² à rattacher à la parcelle BL 458.

Compte tenu de ce qui précède, la procédure d'enquête publique doit être lancée conformément aux dispositions du code de la Voirie Routière et notamment les articles L 141-3 et suivants et les articles R. 141-4 et suivants.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le principe du déclassement des parcelles attenantes aux propriétés cadastrées Section BL N° 532, 185, 458

Autorise Monsieur Le Maire à procéder aux formalités nécessaires au lancement de l'enquête publique

Autorise Monsieur Le Maire à désigner par arrêté municipal un Commissaire Enquêteur conformément à l'Article R. 141-4 du Code de la Voirie Routière.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-190

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : ACQUISITION ET INCORPORATION AU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU
LOTISSEMENT LE DOMAINE DE THAU

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Etait absente : Marie-Thérèse MATTERA

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

L'Association Syndicale Libre du Domaine de Thau a sollicité l'acquisition par la Commune des parcelles cadastrées respectivement Section BH Numéros 619 (d'une superficie de 1 851 m²) et 620 (d'une superficie de 24 m²) en vue de leur incorporation dans le Domaine Public Communal.

Après instruction de la demande par les Services et compte tenu de l'intérêt communal suffisant présenté par les parcelles précitées, il a été convenu de répondre favorablement à l'Association Syndicale.

Les Services de France Domaine consultés ont effectué les estimations de la valeur vénale des parcelles concernées à 1 € forfaitaire

- parcelle Section BH N° 619 :
- parcelle Section BH N° 620 :

L'ensemble des frais liés à ces transactions est pris en charge par la Ville.

L'incorporation de ces espaces dans le Domaine Public communal interviendra dès le transfert de propriété, à la signature de l'acte notarié. En effet, conformément à l'article L 141- 3 second alinéa du code de la voirie routière : « La procédure d'incorporation d'une route existante est dispensée d'enquête publique dans la mesure où l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation de la voie. »

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE l'acquisition à titre gratuit par la Commune des parcelles cadastrées respectivement Section BH Numéros 619 (d'une superficie de 1 851 m²) et 620 (d'une superficie de 24 m²)

DECIDE leur incorporation dans le Domaine Public Communal à la date de l'acquisition

AUTORISE M. Le Maire ou l'Elu délégué à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération

AUTORISE Le Trésorier Municipal à prélever la dépense relative aux frais d'actes et d'enregistrement sur les crédits inscrits à cet effet au budget 2012 de la Ville sous l'imputation :

Nature : 2111

Fonction : 020

Service : PAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-191

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : CESSION PAR LA VILLE DE SETE A LA SA ELIT DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER
CADASTRE AM 192 - LOTS 1 ET 12 - SITUE AU 31 RUE PIERRE SEMARD

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération n° D-2011-259 du 28 décembre 2011, le conseil municipal de Sète a décidé l'achat par la ville à la SA ELIT dans l'ensemble immobilier cadastré AM192, les lots 1 et 12, situé au 31 rue Pierre Sémard pour un montant de 140 000 €, pour l'aménagement de la maison de l'habitat dans le cadre du programme de requalification des quartiers anciens dégradés.

Par la suite, l'opportunité d'un projet de requalification de l'ensemble de cet immeuble très dégradé de plus de 600 m2 habitables, par un opérateur de restauration immobilière, a conduit la SA ELIT à proposer à la ville le rachat de ces 2 lots.

La nouvelle maison de l'habitat a été finalement positionnée au 17 rue Pierre Semard, au rez de chaussée de l'immeuble acquis et qui sera totalement restauré par l'office public de l'habitat.

Les services de France Domaines consultés ont estimé en date du 10 janvier 2012 la valeur vénale de l'ensemble immobilier concerné à 140.000 € avec une marge d'appréciation de 10%.

Compte tenu des frais divers supportés par la ville (frais notariaux, de maîtrise d'œuvre, ...), le prix de la cession à la SA ELIT est fixé à 150 352 €, soit 7,4% au dessus de l'estimation des domaines . Le coût des études de projet réalisées, d'un montant de 8 718,83 €, sera remboursé par la SA ELIT, qui se verra transférer la propriété de ces études.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE la vente par la ville à la SA ELIT, des lots 1 et 12 de l'ensemble immobilier AM192 au 31 rue Pierre Séward pour un montant de 150. 352,00 €, ainsi que le transfert des études pour un montant de 8.718,13 €

AUTORISE le Maire à signer tout document ou acte concernant ce dossier.

AUTORISE Le trésorier Municipal à faire recette sur le budget principal de la Ville :

Nature : 775 Fonction : 820 Service : URBA
Opération : 11001

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-192

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

GESTION DU PATRIMOINE

**Objet : RETROCESSION A LA COMMUNE DES PARCELLES SECTION AH N° 119 ET 118
POUR PARTIE - RUE DES ATELIERS**

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre du Permis de Construire N° PC 34 301 07 70242 délivré le 3 mars 2008 à la Société Immo Finances pour la réalisation du projet Don Quichotte au 547, Quai des Moulins à Sète, il avait été précisé qu'une partie de la parcelle cadastrée Section AH N° 118, d'une superficie de 13 m², située à l'Est de la propriété et débordant sur la rue des Ateliers devait être cédée par cette SARL à la Commune pour régulariser le tracé de la voirie.

Parallèlement, au terme de l'opération précitée, la S.A. Elit qui est restée propriétaire de la parcelle cadastrée Section AH N° 119 d'une superficie de 80 m² a décidé de céder à la Commune à l'euro symbolique ce foncier résiduel.

Les Services de France Domaine consultés ont estimé la valeur vénale de ces biens :

- 7 000 € avec une marge d'appréciation de 15 % pour la parcelle AH N° 119

- 13 € pour la partie de la parcelle AH N° 118.

Il a été convenu que les frais liés à la passation des actes authentiques seront à la charge de la Commune.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

AUTORISE l'acquisition de la parcelle, Section AH N° 119 à la S.A. Elit à l'euro symbolique et la parcelle Section 118 pour partie à la Société Immo Finances au prix de 13 € HT

AUTORISE Le Maire ou l' élu délégué à signer tous les actes s'y rapportant.

DECIDE Que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 2111 Fonction : 820 Service : URBANISME

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-193

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : CESSION DE LA PARCELLE AR 364 - IMPASSE DES CHABANETTES A
MONSIEUR LAURENT STENTO

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération (N° 2011-037) en date du 29 mars 2011, le Conseil Municipal a décidé de l'acquisition à titre gratuit de la partie de l'impasse Chabanette, (surface d'environ 900 m²) propriété des colotis du Lotissement Vromet et de son incorporation dans le Domaine Public Communal.

En contrepartie de cette acquisition, des accords sont intervenus en matière d'échanges de parcelles à réaliser entre les colotis et la Commune notamment la cession gratuite à Mme TEYSSIE des parcelles situées à flanc de falaise et cadastrées section AR N° 361 et 405 uniquement, la parcelle AR N° 364 restant propriété de la Ville, aucun coloti n'étant alors intéressé.

Il avait été décidé que l'ensemble des frais de ces différentes transactions seraient pris en charge par la Ville.

Par acte du 22 juillet 2011, M. Laurent STENTO est devenu propriétaire pour les avoir acquis des conjoints TEYSSIE des lots 2 et 3 d'un ensemble immobilier cadastré section AR 349, 350, 353 et 361. A ce titre, il demande que lui soient appliquées les modalités de l'accord conclu entre la

Commune et les Colotis en matière d'échanges de parcelles : l'acquisition à titre gratuit de la parcelle cadastrée section AR N° 364 d'une contenance de 215 m² conformément aux termes du courrier des copropriétaires de l'impasse des Chabanettes en date du 30 mars 2009 et la prise en charge par la Commune des frais y afférent.

Les Services de France Domaine consultés ont estimé la valeur vénale de la parcelle à 6 000 € avec une marge de négociation fixée à 10 %, s'agissant d'une parcelle inconstructible, non accessible par la route et frappée d'une servitude de passage au profit du propriétaire de la parcelle cadastrée section AR N° 199 afin que ce dernier puisse accéder à la partie haute de sa propriété.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE de la cession à titre gratuit par la Commune à M. Laurent STENTO de la parcelle cadastrée Section AR N° 364

AUTORISE M. Le Maire ou l'Elu délégué à signer tous les actes nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération

DECIDE Que la dépense, relative aux frais d'acte et d'enregistrement soit prélevée sur le budget 2012 de la Ville sous l'imputation :

Nature : 6227

Fonction : 020

Service : PAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-194

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

MARCHES PUBLICS

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RUE MONTMORENCY - AVENANT POUR LE LOT 3

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La ville de Sète a lancé une consultation sous la forme d'une procédure adaptée ouverte, (art 28 du Code des Marchés Publics) pour la réhabilitation de la rue Montmorency.

Par délibération du 27 septembre 2011 (D-2011-184), le conseil municipal a décidé de l'attribution des marchés de travaux pour (lot n° 3) à l'entreprise JOULIE TP.

Ce marché divisé en 4 lots comprend une tranche ferme et 2 tranches conditionnelles.

Pour le lot 3 – Voirie :

Le présent avenant a pour objet de rémunérer l'entreprise JOULIE TP de prestations non prévues initialement, lors de la réalisation de la tranche ferme.

Ces prestations comprennent :

- La création de surfaces supplémentaires d'enrobés de voirie, justifiée par la réfection des emprises nécessaires aux travaux de réseaux notamment au niveau des carrefours quai de Bosc, boulevard Casanova , rue des Jardins , rue Rouget de l'Isle et rue Député Molle..
- La fourniture et la pose de dalles podotactiles (justifiées par la mise en place de conteneurs enterrés rue Député Molle).
- La mise en place de signalisation supplémentaire, en raison des travaux de réfection des appuis du Pont Virla, adjacents au chantier de la rue Montmorency, nécessitant une adaptation des déviations prévus au marché.
- La modification de la bordure en arrondi du Bd Casanova afin de permettre la giration des bus pendant les fêtes de la Saint Louis à la demande de Thau agglo.
- La modification du phasage nécessitant une deuxième intervention de l'entreprise

Ce nouveau phasage étant induit par la décision de Monsieur le Maire d'ouvrir le tronçon Quai de Bosc/Boulevard Danielle Casanova à la circulation

Le montant initial de la tranche ferme du lot n° 3 s'élevait à	183.062,33 € TTC.
Considérant l'avenant n° 1, d'un montant de	21.813,72 € TTC,
Le nouveau montant du lot n° 3 s'élève désormais à	204.876,05 € TTC
Soit une augmentation de 11,91 % par rapport au montant initial du lot n° 3 (tranche ferme)	

Le 06 septembre 2012, le projet d'avenant, a été présenté en commission ad-hoc, laquelle a émis un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte La passation de l'avenant précité, relatif au Marché 2011-59, pour la réhabilitation de la rue Montmorency, Lot n°3 tranche ferme.

Autorise le Maire ou l' élu délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la ville sous l'imputation :
 Nature : 2312 fonction : 822 Service : AMURB
 Opération n° 10002

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
 Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
 Par délégation du Maire,
 LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-195

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

MARCHES PUBLICS

Objet : COMPLEMENT A LA DELIBERATION D-2012-127 - TRAVAUX
TOPOGRAPHIQUES - MARCHE N° 2012-42

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération n° 2012-127 en date du 05 juin 2012, le Conseil Municipal a délibéré pour prendre acte de la décision de la Commission d'Appel d'Offres, pour l'attribution d'un marché de travaux topographiques à la SCP BILICKI – DHOMBRES - OSMO Géomètres experts, sise 134, rue de Font Claude 34080 Montpellier.

La délibération précisait le financement de ces travaux, sur plusieurs budgets de la Ville, en omettant de lister le budget du Port des Quilles.

Or, parmi les travaux relevant de ce marché, figurent des travaux de bathymétrie, (topographie sous-marine) pouvant concerner le Port des Quilles.

Il est donc proposé de compléter cette délibération en ce sens.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

COMPLETE la délibération D-2012-127 en date du 05 juin 2012,

DECIDE que la dépense pourra être également prélevée sur les crédits inscrits au budget du Port des Quilles : nature 2031

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-196

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

MARCHES PUBLICS

Objet : MARCHÉ POUR L'ACQUISITION DE MATÉRIELS ÉLECTRIQUES

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville doit procéder à l'acquisition de matériels électriques destinés à la maintenance, la réparation et la rénovation des installations électriques de l'ensemble des équipements municipaux.

Pour ce faire, une procédure d'appel d'offres ouvert a été passée en application des articles 33 alinéas 3 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

Un avis d'appel public à la concurrence a été transmis au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) le 20 juin 2012 pour l'acquisition de matériels électriques.

La date limite de réception des offres a été fixée au 31 juillet 2012 à 17 heures.

La présente consultation, passée en application de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande, sans minimum ni maximum, est composée de 2 lots :

- Lot n° 1 : câbles électriques, conduites, sources
- Lot n° 2 : protections et matériels divers

La Commission ad hoc a ouvert le pli arrivé en Mairie dans les délais réglementaires en séance du 02 août 2012 : une entreprise a remis une offre régulière pour les 2 lots.

Après avoir confié le pli à l'analyse des services techniques, la Commission d'appel d'offres lors de sa séance du 06 septembre 2012 a décidé l'attribution du marché à l'entreprise : **REXEL** – 555 rue de l'Industrie – 34073 MONTPELLIER:

- Lot n° 1 : Pour un montant estimatif prévisionnel de : **33 309,65 €HT** soit **39 838,34 €TTC**
- Lot n° 2 : Pour un montant de estimatif prévisionnel de : **33 030,10 €HT** soit **39 480,08 €TTC**

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- PREND ACTE** de l'avis la décision de la Commission d'appel d'offres,
- AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer le marché à intervenir ainsi que tous documents s'y rapportant,
- DECIDE** que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits aux budgets de la Ville :
- budget principal :
Nature 60501 – 60687 et fonction selon bâtiment concerné
Service ATBAT ou PLANELE ou PLANRES
 - budget annexe : QUILL - nature 6068

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-197

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

MARCHES PUBLICS

Objet : GROSSES REPARATIONS ET AMENAGEMENTS DE CHAUSSEES ET TROTTOIRS

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La ville de Sète a lancé une consultation sous la forme d'une procédure adaptée en application de l'article 28 du code des marchés publics, et de l'article 72 (marché à tranches) pour les travaux de grosses réparations et d'aménagement de chaussées et trottoirs.

Pour cela, un avis public d'appel public à la concurrence a été transmis à la publication au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) en date du 27 avril 2012 ainsi qu'un rectificatif en date du 04 mai 2012 pour une remise des offres fixée au 29 mai 2012.

Les travaux ont été divisés en 2 lots décomposés comme suit :

Lot n° 1 : Centre Ville

Lot n° 2 : Autres quartiers et Mont Saint Clair

Les tranches pour chacun des lots sont détaillées en annexe.

Supprimé : ¶

A l'issue de cette analyse, la Commission ad-hoc, lors de sa séance du 20 septembre 2012 a émis un avis favorable pour attribution des marchés aux entreprises suivantes :

- Pour le lot n° 1 : à l'entreprise MALET (ZAC de la Louvade – 34 131 MAUGUIO Cedex) dans le cadre de la variante proposée, pour un montant de 543 683,63 € HT soit 650 245,62 € TTC.
- Pour le lot n° 2 : à l'entreprise SCREG SUD EST (Agence du Languedoc-Roussillon – ZI des eaux Blanches – BP 98 6 34202 SETE CEDEX) dans le cadre de la variante proposée, pour un montant de 786 804,17 € HT soit 941 017,78 € TTC

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ATTRIBUE

le marché de travaux de grosses réparations et d'aménagement de chaussées et trottoirs aux entreprises :

Lot n° 1 : MALET pour un montant de 543.683,63 € HT soit 650.245,62 € TTC.

Lot n° 2 : SCREG SUD EST pour un montant de 786.804,17 € HT soit 941.017,78 € TTC

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer les marchés à intervenir ainsi que tous documents s'y rapportant

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Ville sous les imputations suivantes :

Fonction 822 Nature 2312 - Service AMURB

Fonction 521 Nature 2312 - Service AMURB

Fonction 816 Nature 21538 - Service PLANRES

Fonction 821 Nature 2315 - Opération : 11003 Service AMURB

Fonction 821 Nature 2312121 - Service AMURB

au budget annexe de l'eau sous l'imputation suivante :

Nature : 2315

Au budget annexe parc Aquatechnique :

Nature 6015

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG

ANNEXE DE LA DELIBERATION

1 – Décomposition des lots :

LOT1 CENTRE VILLE

TRANCHE FERME

- TF AVENUE Victor HUGO entre rue JJ Rousseau PURGE RACINES ET REPRISES PAVES
- TF QUAI JOFFRE REFECTION TROTTOIR CÔTE CANAL
- TF Résidence LE Vallon zone A B C parking à rue LA PEROUSE AMENAGEMENT REFECTION CHAUSSEE
- TF Résidence LE Vallon zone D parking central à RUE DE L'ASTROLABE AMENAGEMENT ET REFECTION CHAUSSEE
- TF REFECTION TRANCHEE ET REPRISE ENROBE GARE SORTIE GIRATOIRE CAMBON
- TF PLACE ARISTIDE BRIAND REFECTION CANIVEAUX ET CHAUSSEE PATIELLE AMENAGEMENT AIRE DE JEUX
- TF CHAIS SKALLI REPRISE PARKING

TRANCHES CONDITIONNELLES

- TC1 Rue JJ ROUSSEAU réfection trottoir béton balayé coté Pair
- TC1 Rue JJ ROUSSEAU réfection trottoir béton balayé coté impair
- TC2 Rue HOCHÉ REPRISE REVETEMENT TROTTOIR coté impair
- TC2 AVENUE VICTOR HUGO REPRISE CANIVEAU ENTRE RUE JJ ROUSSEAU ET QUAI PASTEUR Côté Pair
- TC3 QUAI PASTEUR REFECTION CHAUSSEE HORS PARKING CÔTE CANAL
- TC3 QUAI PASTEUR REPRISE PARKING CÔTE CANAL
- TC4 RUE CONVENTION REPRISE PARTIELLE TROTTOIR
- TC4 IMPASSE DU CHÂTEAU REFECTION ILOTS ESPACES VERTS
- TC4 RUE DE LA CARAUSSANE entre MAIRE AUSSENAC ET Lefebvre Reprise trottoir
- TC5 Rond point rue DANTON CARREFOUR REVOLUTION
- TC5 Rond point entre rue DES CHARBONNIERS ET ROUTE DE CAYENNE
- TC5 Rue des Maquisards réfection Partielle des trottoirs
- TC5 RUE DE LA FRATERNITE REFECTION TAPIS

LOT 2 AUTRES QUARTIERS ET MONT SAINT CLAIR

TRANCHE FERME

- TF CHEMIN de ST CLAIR entre 8e STATION ET IMPASSE DES OLIVETTES, REFECTION CHAUSSEE
- TF CHEMIN de ST CLAIR entre IMPASSE DES Olivettes et CHEMIN Midi REFECTION CHAUSSEE
- TF AVENUE DU TENNIS MISE EN SECURITE CIRCULATION PIETONS ENTRE ALLEE JULES VALERY ET RUE DE BOURGOGNE
- TF RUE DU FOOTBALL REPRISE REVETEMENT TROTTOIR ENTRE IMPASSE KORANY ET IMPASSE BECK
- TF IMPASSE DES TAMARIS REALISATION PARTIELLE CHAUSSEE
- TF ECHANGEUR MARCEAU ET CHEMIN DES HIRONDELLES TRAITEMENT PONTAGE DE FISSURES

TRANCHES CONDITIONNELLES

- TC1 QUAI DE LA DORADE REPRISE PARTIELLE CHAUSSEE
- TC1 RUE DU SAR REFECTION CHAUSSEE
- TC2 CHEMIN DU PONT LEVIS REFECTION CHAUSSEE DU GIRATOIRE DU VIGNERAI A VOIE FERREE
- TC3 Rue PASTEUR BENOIT reprise de chaussée
ENTRE PLACE HERRIOT ET LAZARET
- TC4 IMPASSE DU TOURDRE reprise de chaussée
- TC5 RUE FERDINAND THEULE REPRISE CHAUSSEE
- TC6 RUE ROBESPIERRE REFECTION PARTIELLE DE TROTTOIR ENTRE RUE LAPEROUSE
ET ENTREE RESIDENCE LE CLERVILLE
- TC6 IMPASSE OLYMPIQUE REFECTION CHAUSSEE
- TC7 RUE DES ROUGES GORGES reprise affaissement devant n°32
- TC8 RUE AUGUSTE LUMIERE REFECTION CHAUSSEE SUITE PURGE RACINES DOUBLE
SENS Y compris CARREFOUR GASPARD MONGE RUE DESCARTES
- TC9 Rue DORGELES REFECTION CHAUSSEE
- TC10 IMPASSE des CHENES VERTS REFECTION CHAUSSEE
- TC11 CHEMIN des GENETS REFECTION CHAUSSEE
- TC12 BASE NAUTIQUE DU BARROU REFECTION CHAUSSEE
VOIE D'ACCES, ZONE DE RETOURNEMENT ET PARC A BATEAUX
- TC13 REFECTION CHAUSSEE ENTREE PARC AQUATECHNIQUE



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-198

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

MARCHES PUBLICS

Objet : FABRICATION ET FOURNITURE DE BORNES EN FONTE ET D'UN SYSTEME ANTI DESCCELLEMENT

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert passé en application des articles 33, 57 à 59 du Code des Marchés Publics, un avis d'appel public à la concurrence a été transmis le 20 juin 2012 à la publication du Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et du Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) pour la fourniture de borne en fonte et leur système anti descellement.

Après l'analyse des offres réalisée par les Services Techniques de la Ville, la commission d'appel d'offres, lors de la séance du 6 septembre 2012, a décidé d'attribuer les marchés aux entreprises suivantes :

Lot 1 : Fabrication et fourniture de bornes en fonte : entreprise SOBAT, 13 rue Martin Luther King, BP 3008, 34513 BEZIERS Cedex

Lot 2 : fabrication et fourniture de système anti descellement pour bornes en fonte : entreprise SOBAT, 13 rue Martin Luther King, BP 3008, 34513 BEZIERS Cedex

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE de la décision de la commission

AUTORISE le maire ou l'élu délégué à signer les marchés à intervenir ainsi que tous documents s'y rapportant

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de la Ville sous l'imputation :
Nature : 21 578 Fonction : 821 Service : AMURB

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG

ANNEXE

La date limite de réception des offres a été fixée au 31 juillet 2012 à 17 Heures

Il s'agit de marché de fournitures à bon de commande en application de l'article 77 du Code des Marchés Publics, sans minimum ni maximum, conclu pour 1 an à compter de la notification et renouvelable par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

.

La présente consultation comporte 2 lots :

- Lot 1 : Fabrication et fourniture de bornes en fonte
- Lot 2 : fabrication et fourniture de système anti descellement pour bornes en fonte

La commission ad hoc a ouvert les plis arrivés en Mairie dans les délais réglementaires en séance du 2 août 2012 : 3 entreprises ont remis des offres recevables. SOBAT, URBAN'T et GENERAL ENVIRONNEMENT.

Les délais de fabrication sont de :

- Pour le lot 1: 4 semaines à réception de la commande,
- Pour le lot 2: 4 semaines à réception de la commande.

Les délais de livraison des fournitures sont de :

- Pour le lot 1: 4 semaines,
- Pour le lot 2: 4 semaines.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-199

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

INFORMATIQUE

Objet : CONVENTION AVEC LA PREFECTURE POUR LA DEMATERIALISATION DES ACTES

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Rodolphe MEZAN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La dématérialisation des procédures et des actes fait partie des outils de modernisation de la gestion publique. Le programme ACTES (Aide au Contrôle de la Transmission Electronique Sécurisée) conçu par le Ministère de l'Intérieur, offre la possibilité aux collectivités de transmettre certains actes soumis au contrôle de légalité par voie électronique.

La ville de Sète souhaite s'engager dans cette dématérialisation par le biais de la plateforme CDC FAST.

Une convention matérialise la mise en place de cette dématérialisation du contrôle de légalité. Elle établit les règles d'échanges entre la collectivité et les services de l'Etat, et précise le tiers de télétransmission homologué par le Ministère de l'Intérieur.

La première année, le transfert se limitera aux actes concernant le domaine des ressources humaines. Des avenants pourront modifier le périmètre des actes concernés si ces procédures sont concluantes pour les deux parties.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

ADOpte la présente convention,

AUTORISE le Maire, ou l'élu délégué, à la signer ainsi que tout document s'y rapportant,

AUTORISE le Maire, ou l'élu délégué, à signer les éventuels avenants modifiant le périmètre de la convention.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-200

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

INFORMATIQUE

Objet : ACHAT DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS-CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE A PASSER AVEC LE CCAS

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Colette POUZOULET Adjointe s'exprime en ces termes :

Un appel d'offres doit être lancé prochainement par le service informatique concernant l'ensemble des services de télécommunications de la Ville.

Compte tenu des économies envisageables en mutualisant les dépenses, il est proposé de constituer un groupement de commandes entre la Ville de Sète et le Centre Communal d'Action Sociale, en vue de la passation du marché public précité, dans le respect du Code des Marchés Publics.

Ce marché est décomposé en trois lots suivants :

Lot n°1 : Services de téléphonie fixe analogiques et numérique

Lot n°2 : Services de téléphonie mobile

Lot n°3 : Services d'accès liaisons privées opérées, acheminement des communications IP et accès à internet.

Sur le fondement de l'article 8 du Code des Marchés Publics, la Ville de Sète et le CCAS s'entendent pour constituer un groupement de commandes dans le cadre de cette consultation.

La Ville de Sète est désignée en qualité de coordonnateur du groupement de commandes, objet de la présente convention, au sens de l'article 8-II du Code des Marchés Publics.

A ce titre, la Ville de Sète aura en charge la procédure de passation, la signature du marché, sa notification et son exécution au nom des membres du groupement.

La commission d'appel d'offres sera celle du coordonnateur, la Ville de Sète.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement du groupement sont spécifiées dans la convention constitutive du groupement.

La convention de groupement a été soumise dans les mêmes termes à l'approbation du Conseil d'Administration du CCAS du 20 septembre 2012.

La présente convention est conclue jusqu'à la complète exécution du marché à passer, soit de sa signature par l'ensemble des parties jusqu'à la fin dudit marché.

La consultation doit être lancée sous forme d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 33 3^{ème} al. et 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

A l'issue de la procédure de passation, le marché sera conclu sous forme de marché à bons de commande pour une durée initiale de 2 ans à compter de sa date de notification, reconductible une fois pour une période d'exécution totale de 4 ans maximum.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

AUTORISE la constitution d'un groupement de commandes publiques pour la fourniture de services de télécommunication ;

ADOpte la convention constitutive du groupement de commandes pour l'appel d'offres relatif à la fourniture de services de télécommunication pour la Ville de Sète et le CCAS

AUTORISE le Maire ou l'élue délégué à signer la convention et le marché conclu dans le cadre de ce groupement.

DELIBERATION ADOpTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-201

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

ENVIRONNEMENT

Objet : MODIFICATION DES PERIMETRES DES SITES NATURA 2000 CONCERNANT LE SIC HERBIERS DE L'ETANG DE THAU ET LA SPS ETANG DE THAU ET LIDO DE SETE A AGDE - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La directive 92/43/CCEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de faune (biologie) et de la flore sauvages, plus généralement appelée directive « Habitats Faune Flore » est une mesure prise par l'Union européenne afin de promouvoir la protection et la gestion des espaces naturels et des espèces de faune et de flore à valeur patrimoniale que comportent ses états membres, dans le respect des exigences économiques, sociales et culturelles »

Elle s'appuie pour cela sur un réseau cohérent de sites écologiques protégés, le réseau « Natura 2000 ».

Le Site Natura 2000 de l'étang de Thau a été désigné Zone de Protection Spéciale par arrêté ministériel du 07 mars 2006, au titre de la Directive « Oiseaux » et reconnu comme Site

d'Importance Communautaire (SIC) le 21 septembre 2006 au titre de Directive « Habitats, Faune Flore »

Conformément à la législation française, un document d'objectifs a été élaboré pour ces deux sites, à compter de la fin de l'année 2008, sous la direction du comité de pilotage local qui avait désigné le Syndicat Mixte du Bassin de Thau (SMBT) en tant qu'opérateur pour son élaboration. Ce document d'objectifs a été validé par le comité de pilotage le 13 septembre 2011 et approuvé par arrêtés préfectoraux en date du 03 février 2012.

Ce document d'objectif propose une modification du périmètre actuel des deux sites. Au terme de la modification proposée, la totalité du Lido serait classé dans le périmètre Natura 2000, à l'exception de la zone bâtie du Château de Villeroy.

Outre son intérêt pour la protection du site, le classement de la totalité du Lido et de la partie Est de la lagune de Thau, en tant que site Natura 2000 présente un avantage certain, pour les pêcheurs, viticulteurs et autres utilisateurs du site. En effet, le classement en zone Natura 2000 leur permet de bénéficier d'aides spécifiques à l'occasion de pratiques agricoles et environnementales respectueuses de la protection du site. Or, ces derniers mettent déjà en œuvre certaines de ces pratiques, sans pour autant bénéficier des aides correspondantes.

Le préfet de département de l'Hérault a invité le Conseil Municipal de la Commune de Sète à émettre son avis sur ce projet d'extension, et ce dans un délai de deux mois.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

EMET

Un avis favorable à la modification des Périmètres des sites Natura 2000 :
« Site d'importance Communautaire (SIC) FR9101411 « Herbiers de l'étang de Thau » et Zone Spéciale de Conservation (SPS) FR 9112011 « Etang de Thau et lido de Sète à Agde

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-202

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : COMPTE RENDU ANNUEL DU DELEGATAIRE ANTALYS - EXERCICE 2011

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOLET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La mairie de Sète et TDF ont signé un contrat d'affermage en date du 19 septembre 2006 pour la gestion du site radioélectrique du Mont Saint-Clair à Sète. Le 30 mars 2007 par avenant, la mairie donne son agrément pour la cession du contrat d'affermage au profit d'ANTALIS TV.

En application de l'article L-1411-3 du code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire de service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

L'exercice 2011 correspond à la 5^{ème} année de fonctionnement de cette délégation de service public (DSP). L'année 2011 a été pour la DSP de Sète Mont Saint-Clair, une année d'activité équilibrée, sur un site désormais performant, grâce au montage juridique et fonctionnel qui organise les fonctions de gestion et de commercialisation.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 4 septembre 2012.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE

Du rapport annuel du délégataire ANTALIS pour la gestion du site radioélectrique du Mont Saint-Clair à Sète relatif à l'exercice 2011.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-203

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : COMPTE RENDU ANNUEL DU DELEGATAIRE ERDF - EXERCICE 2011

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Notre collectivité, autorité concédante pour la distribution publique de l'électricité sur son territoire attend légitimement du concessionnaire une qualité de fourniture irréprochable, une saine gestion du patrimoine, des travaux réalisés dans les règles de l'art, des services et interventions performants et de la transparence financière.

La gestion de la distribution publique d'électricité sur la Ville de Sète, a été confiée à ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION France par contrat de délégation de service public signé le 07 février 1994 pour une durée de 30 ans.

En application de l'article L-1411-3 du code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire de service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Ce rapport relatif à l'exercice 2011, est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public dans les domaines technique, clientèle, patrimonial et financier.

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 4 septembre 2012.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE

Du rapport annuel du délégataire ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION pour la gestion de la distribution publique d'électricité relatif à l'exercice 2011.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-204

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : COMPTE RENDU ANNUEL DU DELEGATAIRE GRDF - EXERCICE 2011

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Depuis plusieurs années, le secteur de l'énergie est en forte évolution,

Le 13 juillet 2009, l'Union Européenne a adopté le 3^{ème} paquet Energie dans le cadre de la libéralisation du marché européen du gaz naturel et de l'électricité. Elle approfondit ainsi les dispositions de la première directive du 22 juin 1998 et de la 2ème directive du 26 juin 2003 sur l'ouverture du marché du gaz naturel en Europe.

Leur transposition est organisée par les lois :

- Du 03 Janvier 2003 relative à l'ouverture à la concurrence du marché français du gaz naturel
- Du 09 Août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières. Elle précise notamment l'organisation et les missions des services chargés de la distribution du gaz

Notre collectivité, autorité concédante pour la distribution publique de GAZ sur son territoire attend légitimement du concessionnaire une qualité de fourniture irréprochable, une saine gestion du patrimoine, des travaux réalisés dans les règles de l'art, des services et interventions performants et de la transparence financière.

La gestion de la distribution publique de GAZ sur la Ville de Sète, a été confiée à GAZ RESEAU DISTRIBUTION France par contrat de délégation de service public signé le 4 octobre 2005 pour une durée de 30 ans.

En application de l'article L-1411-3 du code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire de service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Ce rapport pour l'exercice 2011, est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public dans les domaines technique, clientèle, patrimonial et financier.

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 04 septembre 2012.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE

Du rapport annuel du délégataire GAZ RESEAU DISTRIBUTION pour la gestion de la distribution publique de GAZ relatif à l'exercice 2011.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2012-205

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 25 SEPTEMBRE 2012

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : RAPPORT D'ACTIVITE 2011 - SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE HERAULT
AMENAGEMENT - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille douze et le 25 septembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Jean-Marie TAILLADE, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Jocelyne CASSANY, Francis HERNANDEZ, Serge PAIOLA, Moussa NAIM, Eliane MICHEL-ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Laurence MAGNE, Delphine LE SAUSSE, Nadia TAOUIL, Abdelkader BOUALLAGA, Régis LOMBARDI, Rodolphe MEZAN, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL, Pascale RESSEGUIER.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Antoine DE RINALDO donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Emile ANFOSSO, Armand FORMATO donne pouvoir à Francis HERNANDEZ, Gérard BASTIDE donne pouvoir à Conception CANDORE-PELIZZA, Sébastien PACULL donne pouvoir à Laurence MAGNE, Véronique CALUEBA-RIZZOLO donne pouvoir à Hélène CAPMAS

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Comme chaque année, la Société d'Economie Mixte Hérault Aménagement transmet à la ville de Sète, représentée à l'Assemblée Spéciale des Communes Actionnaires, son rapport d'activité et ses résultats comptables pour l'exercice social clos le 31 décembre 2011, lesquels sont soumis au Conseil Municipal en application des dispositions de l'article L 1524-5 du CGCT.

En 2011, Hérault Aménagement est intervenu dans les domaines de l'aménagement, des équipements, du développement touristique, de la préservation et la mise en valeur de l'environnement, et projets de territoire.

Cette activité peut se caractériser par la conduite de 55 projets, dont 11 nouveaux et 44 en cours de réalisation, représentant un montant d'investissement de 58 808 K €.

La répartition et le détail de ces projets sont précisés au rapport en annexe de la présente délibération et n'appellent aucune remarque

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

EMET

un AVIS FAVORABLE sur le rapport d'activité de la Société d'économie mixte
« HERAULT AMENAGEMENT » communiqué pour l'année 2011, et annexé à
la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG